Le Think tank français IFRI accuse le gouvernement d'avoir planifié les troubles du Kasaï

PAGE 10

N° 7114 du samedi 9 septembre 2017 Prix : 3000 FC

Le Potentiel

Membre du réseau Médiaf 35ème année

Éditeur
GROUPE DE PRESSE
Groupe M7 Média 7
Siège social
873, av. du Bas-Congo,
Kinshasa – RD Congo
La passion d'informer sans passion

Kabila – Katumbi : guerre des lobbys

P. 2

Sommaire

Événement
Tragédie du Kasaï : le HCR dénonce des souffrances humaines à très grande échelle
PAGE 3

Société
Kinshasa : les véhicules abandonnés servent d'abris aux « kuluna »
PAGE 7

Société
Procès sur le meurtre des experts de l'ONU : un prévenu dénonce la torture
PAGE 9

Sports
Mondial 2018 : la FECOFA exige la délocalisation du match Libye – RDC
PAGE 14

Dernière heure
Rendez-vous Kabila–Macron à Paris le 12 septembre ?
PAGE 16

À HAUTE VOIX

Langue de bois

Le Potentiel

La crise politique qui sévit en République démocratique du Congo par le fait de la non-tenue d'élections en décembre 2016 a plongé le pays dans un cercle vicieux. Le cercle de pression sur le pouvoir ne cesse de s'élargir

(Suite à la page 2)

Henri-Thomas Lokondo : *« l'Equateur a besoin d'un gouverneur plus expérimenté »*

PAGE 5

SUIVEZ RADIO 7 SUR 106.1 MHZ

La RDC est un patrimoine commun à tous les Congolais

Le Potentiel
www.lepotentielonline.com
N° 7114 du samedi 9 septembre 2017

À haute voix

Langue de bois

(Suite de la page 1)

pour exiger la tenue effective d'élections avant fin 2017.

Entre-temps, le président Kabila qui a pu obtenir le soutien - quoi que mitigé de l'Union africaine - s'efforce d'élargir son cercle. Ce qui justifie d'une certaine manière son déplacement au Congo/Brazzaville.

Au-delà des communications officielles, la rencontre de Brazzaville garde tout son secret.

Même si le communiqué, du reste laconique, de la présidence de la République du Congo, fait état des échanges fructueux sur la situation politique dans les deux pays et bien d'autres questions africaines, le déplacement du président Kabila n'est pas fortuit. Il tient d'un agenda savamment préparé dans la sphère du pouvoir.

Entre Kinshasa et Brazzaville, deux capitales les plus rapprochées du monde, les rapports ont souvent évolué en dents de scie. On se craint mutuellement sans jamais se haïr !

Chaque acteur joue sa partition dans un rythme contrôlé. Denis Sassou N'guesso, le président du Congo/Brazzaville, qui a réussi, contre vents et marées à formaliser la continuité de son règne par un référendum, fait des émules à Kinshasa où le président Kabila tient par tous les moyens à pérenniser son règne.

L'on peut donc se demander ce que les deux chefs d'Etat se sont réellement dit le jeudi 7 septembre. La question demeure dès lors qu'aucune partie n'est prête à briser la glace.

En RDC où la pression pour l'alternance démocratique prend de l'ampleur au jour le jour, Brazzaville est sur le qui-vive, scrutant de très près la situation politique de son voisin de la rive gauche du fleuve Congo. En effet, une déflagration de la crise politique en RDC aura des effets inévitables à Brazzaville. Le président le sait. Et il ne s'en cache pas.

Toujours est-il que le déplacement du président Kabila à Brazzaville garde tout son mystère. En fin de compte, l'opinion n'a eu droit qu'à une langue de bois.

Kabila – Katumbi : guerre des lobbys

Un article repris dans les colonnes du magazine américain Washington Times s'attaquant sévèrement à Moïse Katumbi a mis le feu aux poudres. Derrière cette action de sape contre l'ex-gouverneur du Katanga, candidat à la prochaine présidentielle, il y a la main noire de la MP qui dépense des millions USD aux Etats-Unis en lobbying pour restaurer l'image du régime de Kinshasa et fragiliser les principaux opposants. C'est ce que révèle une enquête fouillée menée par le magazine en ligne africatimes.com, publié le 7 septembre en anglais sous le titre « DRC : Joseph Kabila's desperate lobbying attempts laid bare ». Entre Joseph Kabila et Moïse Katumbi, il y a une guerre des lobbys – loin des terres congolaises.

Le Potentiel

Il a fallu que Washington Times se lance dans une campagne de sape contre Moïse Katumbi pour que la vérité éclate enfin au grand jour. On sait désormais que le chef de l'Etat sortant de la RDC – parce qu'interdit de se représenter au prochain scrutin présidentiel – remue ciel et terre pour se refaire une certaine crédibilité au pays de l'Oncle Sam.

Parallèlement, Moïse Katumbi, candidat déclaré à la prochaine présidentielle, tente d'allier par les mêmes voies la communauté internationale à la cause congolaise en vue de l'alternance démocratique.

LES MASQUES TOMBENT

Selon des révélations reprises par le magazine en ligne africatimes.com dans son édition du 7 septembre 2017, enmai dernier, il a été révélé que le président Kabila a dépensé 5,6 millions de dollars pour « *lancer une vaste campagne de lobbying et de relations publiques à Washington DC pour soigner son image internationale alors que son pays est en feu* ». La source indique que « *l'argent a été versé à la société de sécurité israélienne MER Security and Communication Systems pour fournir des conseils stratégiques et faire pression auprès de hauts fonctionnaires de l'administration Trump ainsi que des membres du Congrès* ».

Au-delà de l'idée de se donner une certaine crédibilité aux Etats-Unis, le clan du président Kabila a choisi pour cible Moïse Katumbi, candidat déclaré à la prochaine présidentielle. Des espaces sont achetés dans la presse américaine pour salir l'homme du « *3ème pénalty* ». Le tout dernier en date est cet article de Washington Times publié sous le titre fallacieux : « *Moïse Katumbi and his Secret Web of George Soros Driven Relationships (traduction : Moïse Katumbi et ses liens avec le réseau secret de George Soros)* ». Dans cet article, l'ex-gouverneur du Katanga est présenté comme un maffieux lié avec le milliardaire américain Georges Soros dans des combines visant à déstabiliser la RDC.

Réponse du berger à la bergère, entre le président Kabila et l'opposant Moïse Katumbi, il y a une grande bataille qui s'est transposée hors de la RDC. C'est aux Etats-Unis, premier centre mondial de décision, que s'affrontent les deux challengers. Loin des terres congolaises.

TIRS CROISÉS

Après avoir acquis l'appui de l'Union africaine, Joseph Kabila est allé à l'assaut des Etats-Unis. Il pense s'appuyer sur différents lobbys américains pour percer la forteresse Trump. Les attaques contre Katumbi font partie de sa stratégie.Mais, le combat est loin d'être gagné.

Dans sa réplique à l'article de Washington Times, le site Africatimes.com relance le débat en ces termes : « *Il est tout à fait audacieux de comparer un dictateur brutalement despotique contre un homme exilé qui a été obligé de fuir son pays d'origine pour protéger sa vie et le faire sortir de la dictature. Hélas, c'est exactement ce qu'il fallait faire pour contrer un article paru dans le Washington Times. Les hommes en question sont Joseph Kabila, président de la République démocratique du Congo (DRC), qui domine la RDC d'une main de fer depuis 17 ans, et Moïse Katumbi, une figure de proue du mouvement d'opposition contre Kabila* ». Il enchaine en relevant que « *Brian Smith, l'auteur de l'article paru dans Washington Times, peint une image erronée de Katumbi en tant que maillon criminel d'un réseau lié à des personnages +obscures+: les négociants d'armes, Mobutu Sese Seko et les groupes de lobby obscurs aux États-Unis* ».

Pour mieux comprendre combien ces accusations sont « *flagrantes* » et mensongères, africatimes.com rappelle le contexte politique de la RDC et les événements qui se sont déroulés dans le pays. Le journal en ligne note que « *Joseph Kabila devait quitter la présidence le 20 décembre de l'année dernière après son deuxième et dernier mandat. Mais à ce jour, Kabila a fermement refusé de le faire, dans un mépris téméraire de la Constitution du pays. Au cours des protestations croissantes contre le maintien du pouvoir de Kabila, il a conclu un accord de transition le 31 décembre 2016, selon lequel Kabila a promis de démissionner après les élections prévues fin 2017. Depuis lors, Kabila s'est rétracté sans équivoque. Il est clair qu'il n'a pas l'intention d'honorer sa promesse. Il a repoussé continuellement les élections afin d'être reporté indéfiniment, tout en se lançant dans une répression implacable contre les mouvements d'opposition et les manifestations publiques qui ont été décrites comme proches du génocide* ».

« *Ces tentatives évidentes visant à étouffer la démocratie, note africatimes.com, rencontrent normalement une vive protestation au niveau international, avec comme tête de file les Etats-Unis* ». Le magazine pense que le président Kabila cherche juste à gagner du temps, espérant un éventuel retournement de la situation en sa faveur au sein de l'administration Trump. « *Que Kabila essaie de profiter du climat politique actuel à Washington n'est donc pas surprenant* », indique à ce propos africatimes.com. Le magazine nuance en relevant que les efforts de l'équipe déployée par le président Kabila « *ont reçu un accueil mitigé parmi les establishments de Washington* ».

Revenant sur l'article de Washington Times, africatimes.com note qu' « *accuser Katumbi de s'engager dans un lobbying de haute puissance pour sa cause à Washington est une ironie qui a été perdue chez Smith. Son article dans le Washington Times ne cache même pas le fait qu'il s'agit d'une propagande flagrante – le bandeau «sponsorisé» sur le haut de la page est un signe évident* ». En d'autres termes, le journal a refusé d'endosser le fond d'un article payé rubis sur ongles, pour des raisons évidentes. Et de poursuivre : « *C'est pour cette raison que l'accusation portée contre Katumbi d'être simplement intéressée par son enrichissement est difficile à justifier. Si ce n'était que pour Katumbi, la RDC serait +l'une des nations les plus riches de la planète+ grâce à son potentiel en ressources naturelles. Oui, le Congo devrait être une nation prospère - mais il est extrêmement difficile de créer une croissance économique à partir des ressources naturelles lorsque tous les bénéfices de leurs mines et de leurs ventes vont directement dans les coffres du président* ».

Africatimes.com rappelle qu' « *un rapport publié par le Congo Research Group en juillet a révélé que Kabila et sa famille possédaient partiellement ou entièrement un réseau étendu de plus de 80 entreprises en RDC et à l'étranger. Tout comme les colonialistes belges avant lui, Kabila traite le pays comme son bien personnel* ». Le site enchaîne en indiquant que « *le clan Kabila a des enjeux économiques dans tous les secteurs de l'économie congolaise qui vaut des centaines de millions de dollars, dont plus de 120 permis d'exploitation de minéraux précieux tels que l'or, le diamant, le cuivre et le cobalt. La RDC est le plus grand producteur de cuivre d'Afrique et la principale source de cobalt au monde, creusant jusqu'à 10 milliards de dollars de ces minéraux par an. Cependant, seulement un faible taux de six pour cent des revenus de la RDC des exportations de cuivre et de cobalt atteint le Trésor national, le reste disparaissant dans le vaste réseau de corruption de Kabila. Pas étonnant que la RDC soit classée parmi les pays les plus pauvres et les moins avancés de la planète* ».

Africatimes.com conclut son enquête en faisant remarquer que « *tout observateur sérieux de la situation politique en RDC aurait du mal à considérer que les événements horribles causant des ravages dans tout le pays étaient justifiables. L'opposition en RDC n'affichant aucun signe de céder à l'oppression, le contrôle de Kabila sur le pays ne cesse de s'effondrer à un rythme toujours plus rapide* ».

PEINE PERDUE

Il est curieux de voir qu'au moment où les caisses de l'Etat se vident, des millions de dollars américains sont dépensés à travers le monde en lobbying pour réconforter un pouvoir qui refuse de se plier à la logique des élections. Jusques-à-quand la majorité au pouvoir continuera-t-elle à abuser de la patience du peuple qui n'aspire qu'à une seule chose : l'alternance démocratique par la voie des urnes ?

S'attaquer à Moise Katumbi pour son engagement en faveur du peuple est un combat perdu d'avance. Le peuple a atteint un degré de maturité tel qu'il sait pertinemment bien de quel côté se trouve son avenir. Et ce n'est surement pas dans le camp de ceux qui ont travaillé jour et nuit pour torpiller l'accord politique du 31 décembre 2016.

Lire en page 3, la version anglaise de l'article publié sur www.africatimes.com

Le Potentiel
www.lepotentielonline.com
N° 7114 du samedi 9 septembre 2017

Tragédie du Kasaï : le HCR dénonce des souffrances humaines à très grande échelle

AMK AVEC UN.ORG

L'horreur du Kasaï n'a pas encore tout révélé au grand public. Chaque fois qu'une mini-enquête est menée de manière indépendante des révélations troublantes remontent à la surface. L'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a dénoncé vendredi des « destructions et souffrances humaines » à très grande échelle résultant du conflit dans la région du Kasaï en République démocratique du Congo, rapporte un.org. Cette région du centre de la RDC est en proie à des troubles depuis plus d'un an.

Une équipe du HCR est rentrée la semaine dernière d'une première mission sur le territoire de Kamonia, à la frontière entre la RDC et l'Angola, qui a été au centre des troubles. *«Il s'agissait de la première mission du HCR dans ce lieu, qui a été au centre des combats. Nos collègues ont vu des villages entiers incendiés et des civils dans une situation désastreuse. Les services essentiels ont globalement cessé de fonctionner et un climat d'anarchie règne»,* a indiqué une porte-parole du HCR Cécile Pouilly à Genève.

Dans la zone proche de la ville frontalière de Kamako, neuf villages sur dix ont été réduits en cendres dans les attaques menées par des groupes armés ou dans les affrontements entre ces groupes et les forces gouvernementales. Des groupes armés locaux ont systématiquement détruit ou pillé les postes sanitaires, les écoles et d'autres bâtiments publics. *« Les enseignants et les infirmiers ont fui ou ont été tués »,* a-t-elle ajouté.

Npm : des déplacés de guerre

Selon le HCR, des centaines d'enfants ont été séparés de leurs parents ou ont été témoins de leur assassinat. Ces enfants sont provisoirement placés dans des familles d'accueil par les organisations humanitaires locales, mais il n'existe aucun système pour assurer un soutien psychosocial à ceux qui sont traumatisés. Les personnes âgées, handicapées ou malades sont également en grave danger.

Le HCR appelle donc les autorités à accorder aux organisations humanitaires l'accès complet aux personnes ayant besoin de protection et d'assistance. *« Nous demandons également une amélioration de la sécurité dans la région, ce qui permettra aux réfugiés et aux déplacés internes de rentrer chez eux un jour »,* a indiqué Cécile Pouilly. D'autant que sur le terrain, les dernières estimations des Nations unies indiquent qu'environ 1,4 million de personnes auraient été déplacées à cause de la violence qui règne dans la région du Kasaï auparavant paisible.

Pourtant malgré la situation critique, certains Congolais ayant trouvé refuge en Angola tentent de rentrer dans leur foyer au Kasaï. Depuis avril 2017, quelque 33 000 réfugiés fuyant le conflit avaient été enregistrés dans la province de Lunda Norte, en Angola. Mais récemment, un partenaire local du HCR a indiqué que certains Congolais étaient rentrés spontanément d'Angola, la plupart en août. Nombreux rapatriés ont trouvé leurs maisons détruites et sont forcés de vivre dans des conditions similaires au déplacement interne.

La crise de la région du Kasaï a commencé il y a un an environ et s'étend à 9 des 26 provinces de la RDC, selon HCR. A présent, une grande partie du territoire au cœur du conflit est sous le contrôle des forces du gouvernement, mais le retour à la paix reste fragile, note le HCR. Le HCR a lancé un appel de fonds de 102,5 millions de dollars pour financer ses opérations dans la région. A ce jour, seuls 17% de cet appel ont été financés.

La nonciature apostolique à Kinshasa avait également révélé l'ampleur des dégâts causés non seulement sur le patrimoine de l'église catholique mais aussi sur les paisibles citoyens. Dans une note technique publiée lundi 19 juin 2017, la nonciature apostolique de Kinshasa a annoncé 3 383 « *décès signalés* » dans le Kasaï, auxquels s'ajoutent les découvertes de 30 fosses communes (42 pour l'ONU) et 20 villages entièrement détruits.

DRC: Joseph Kabila's desperate lobbying attempts laid bare

It is quite an audacious undertaking to compare a brutally despotic dictator against an exiled man who was forced to flee his home country to protect his life, and have the dictator come out on top. Alas, that is exactly what a recent sponsored hit piece in the Washington Times set out to do. The men in question are Joseph Kabila, president of the – but in name – Democratic Republic of Congo (DRC), who has ruled the country with an iron fist for 17 years, and Moise Katumbi, a figurehead of the opposition movement against Kabila.

Brian Smith, the op-ed's author, paints a cartoonish image of Katumbi as a $5000 suit wearing, private jet sporting criminal mastermind that is tied to just about any «evil» figure one can thing of: cross-continental arms dealers, Mobutu Sese Seko, obscure lobby groups in the U.S. But to better understand how brazenly false these accusation are, it is necessary to take a look at the context of DRC politics and the events that have been unfolding in the country.

Joseph Kabila was supposed to step down from the presidency on 20 December last year after his second and final term. But to this day, Kabila has staunchly refused to do so, in reckless disregard of the country's constitution. Amid rising protests against Kabila's continued hold on power, he and opposition parties reached a transition deal on 30 December, according to which Kabila promised to step down after elections scheduled to be held before the end of 2017. Since then, Kabila has made it unequivocally clear that he does not intend to honor his part of the bargain. He has pushed the elections back continually so as to be effectively postponed indefinitely, all the while engaging in a relentless crackdown on opposition movements and public protests that are have been described as bordering on genocide.

These obvious attempts to prevent democracy from taking hold would normally be met with international outcry. The U.S. used to be the world's foremost promoter and defender of democracy, but under the current Trump administration no leadership in that regard can be expected. That Kabila has been trying to take advantage of the current political climate in Washington is therefore not surprising. In May it was revealed that Kabila spent $5.6 million to unleash a wide-ranging and intense lobbying and public relations campaign in DC to whitewash his international image while his country is on fire. The money was paid to Israeli security firm MER Security and Communication Systems to provide policy advice, and lobby senior US Trump administration officials as well as members of Congress.

These efforts have been met with a warm welcome among the Washington establishment. It did not take long for Kabila's men to bag heavy-hitters like high-ranking former lawmakers and the Trump campaign's liaison with Capitol Hill. Swayed by a $45,000 payment, The Livingston Group, run by former Republican congressman Bob Livingston, took it upon itself to invite Washington insiders to the exclusive Capital Hill Club, officially to discuss human rights issues. At the same time, Republican Senator Bob Dole was engaged to connect Kabila representatives to the highest circles of the US political elite.

Accusing Katumbi of engaging in high-power lobbying for his cause in Washington is an irony that was lost on Smith. See his article in the Washington Times, which does not even hide the fact that it is blatant propaganda – the «sponsored « tag on top of the page is an obvious give-away.

It is for this reason that the accusation of Katumbi being merely interested in self-enrichment is hard to justify. The op-ed even implies that, if it were not for Katumbi, the DRC would be «one of the richest nations on the planet» thanks to its wealth in natural resources. Yes, Congo should be a prosperous nation – but it is exceedingly difficult to create economic growth from natural resources when all the profits from their mining and selling are going straight into the president's coffers. A report published by the Congo Research Group in July revealed that Kabila and his family partially or wholly own a sprawling network of more than 80 companies in the DRC and abroad. Just like the Belgian colonialists before him, Kabila is treating the country like his personal fiefdom.

As a result, the Kabila clan has economic stakes in every sector of Congo's economy worth hundreds of millions of dollars, including more than 120 permits to exploit valuable minerals such as gold, diamonds, copper and cobalt. The DRC is Africa's largest copper producer and the most important source of cobalt in the world, digging up as much as $10 billion worth of these minerals per year. However, only a dismal six percent of DRC's revenues from copper and cobalt exports reach the National Treasury, the rest disappearing in Kabila's vast network of corruption. No small wonder that the DRC is ranked as one of the poorest and least developed countries on the planet.

Any serious observer of the political situation in the DRC would be hard pressed to deem the horrific events wreaking havoc across the country as justifiable. With the opposition in the DRC showing no signs of giving in to the oppression, Kabila's control over the country keeps slipping out of his hands at an ever-faster rate.

Just don't expect a pay-to-play piece in the Washington Times tell you that.

Michael Wilcox

Le Potentiel
www.lepotentielonline.com
N° 7114 du samedi 9 septembre 2017

Référendum : Me Mayo déplore toute initiative de modifier la Constitution

La Consultation référendaire est constitutionnelle. Mais elle doit porter sur des matières spécifiques sans pour autant chercher à modifier des articles verrouillés par l'article 220 de la Constitution. « Il existe dans la Constitution des matières qu'on ne peut pas se permettre de changer ».

Médard Muyaya

Hier vendredi 8 septembre 2017, Me Jean-Baudouin Mayo Mambeke, député national de l'Union pour la nation congolaise (UNC), a réagi à l'initiative de la Majorité présidentielle (MP) de vouloir modifier la Constitution. L'élu du peuple croit savoir que le référendum ne se fait pas de n'importe quelle manière. Elle doit se faire par un gouvernement qui jouit d'une légitimité populaire.

Cependant, les élections n'ayant pas eu lieu, toutes les institutions actuelles sont fin mandat. Elles n'ont aucune légitimité. Par conséquent, elles ne peuvent en aucun cas prétendre engager le pays. *« La démarche de la MP est suicidaire. La RDC n'est ni le Rwanda ni le Congo Brazzaville où les deux présidents ont essayé de dribler les populations en modifiant les Constitutions. Il n'y a que le gouvernement issu des élections qui peut modifier la Constitution comme c'est fut le cas avec Alassane Watara, après sa réélection en côte d'Ivoire »*, a-t-il déploré.

Me JB Mayo Mambeke, député national

UNE STRATÉGIE VISANT À ÉTERNISER UN INDIVIDU

Réfléchissant à haute voix, Me Mayo prévient les initiateurs d'une telle démarche qu'elle est porteuse des conséquences incalculables. Il estime que les gouvernants sortants feraient œuvre utile d'organiser les élections conformément à la Constitution. « *La sortie de la crise repose sur la mise en place de nouvelles institutions issues des urnes. Car, l'actuel président de la République, le parlement, les Assemblées provinciales ainsi que les gouverneurs de provinces sont hors mandat* », a-t-il alerté.

A en croire Me Mayo, la tentative d'un référendum populaire telle que conçue par le camp de la MP n'est rien d'autre qu'une tricherie visant à maintenir un individu au pouvoir. « *La Majorité présidentielle veut réussir un coup d'Etat constitutionnel qui n'est pas de nature à procurer la paix à la RDC. La Constitution reconnait à un Président élu, un mandat renouvelable une fois* », a-t-il martelé.

Me Mayo note que toutes les tractations en cours tendant à modifier la Constitution constituent des manœuvres dilatoires pour ne pas conduire le peuple congolais aux urnes en vue de se choisir ses nouveaux dirigeants.

Pour rappel, la Constitution de la République a prévu l'entrée en fonction du nouveau Président élu au 19 décembre 2016. Devant l'impossibilité d'organiser les élections dans les délais, les acteurs politiques se sont retrouvés au dialogue initié par la Cénco au Centre Interdiocésain de Kinshasa. Delà, un Accord dit de la Saint-Sylvestre a été signé par les parties prenantes, ouvrant ainsi une période intérimaire d'un an devant permettre à la Céni d'organiser la séquence électorale des trois élections, à savoir la présidentielle, les législatives nationales et provinciales.

À ce jour, la Céni est incapable de convoquer le corps électoral faute de moyens financiers, dit-on. L'avenir de la RDC devient sombre. Rien de rassurant ne profile à l'horizon. La crise socioéconomique est aigüe au pays.

Cinq questions à Marie Thérèse Gerengbo (*)

1. Vous venez de participer à la réunion tripartite RDC-RCA-Sud-Soudan. Plusieurs recommandations ont été formulées au cours de ces assises dans le domaine de la sécurité humanitaire et dans gestion des réfugiés dans la sous-région. Quel est votre commentaire sur ces travaux ?

C'est une bonne chose, parce que nous nous sommes retrouvés avec les experts de la République centrafricain et ceux du Sud-Soudan. Nous avons échangé sur le problème de l'afflux des réfugiés auxquels nous sommes confrontés, notamment dans les frontières.

2. Votre province que vous dirigez héberge depuis quelques temps les réfugiés centrafricains. Combien ils sont exactement ?

Pour le moment, je ne peux pas vous donner le chiffre exact, parce que les réfugiés centrafricains qui sont venus au Nord-Ubangi, sont venus à trois vagues. Il y a d'abord la première vague de 2013. Ceux-là sont connus, enregistrés et identifiés. Et puis, on les a installés dans des camps. Alors, par exemple le camp de Inke, dans le territoire de Mobayi Mbongo où il ya bon nombre de réfugiés. Leurs enfants sont admis dans ces écoles. Cependant, d'autres, sont de nouveaux réfugiés venus de la vague d'avril et d'août 2017. Pour cela, ils ont été enregistrés par la DGM. C'est seulement après le travail de la commission nationale des réfugiés que nous saurons exactement le nombre de nouveaux venus.

3. Peut-on dire que l'afflux de réfugiés continue dans votre province ?

Oui, l'afflux continue parce que la situation dans les autres provinces n'est pas stable. Les groupes armés sont entrain de s'affronter.

4. Puisque vous travaillez avec le HCR. Alors, comment faites-vous pour la prise en charge de ces réfugiés ?

Comme je vous ai expliqué. Il faut savoir que ces réfugiés centrafricains qui sont venus chez nous, ne sont pas venus tous au même moment. Ceux qui étaient venus en 2013, là, il n'y a pas de problème. Ils sont installés dans les camps où le HCR et les autres partenaires ont construit des écoles, des centres de santé pour les soins. Je dois souligner ici que la population d'accueil bénéficie aussi de soins dans ces centres de santé. Le problème de prise en charge se pose maintenant pour l'afflux de réfugiés enregistrés à partir d'avril 2017, puisqu'ils sont entrain d'arriver chaque jour. Pour le moment, c'est le service de la DGM qui est à la frontière pour les réfugiés en vue de les identifier. Conséquence : le nombre de réfugiés augmente de plus en plus.

5. Qu'est-ce que l'autorité provinciale propose comme solution pour résoudre le problème de l'afflux de réfugiés centrafricains en République démocratique du Congo, notamment dans le Nord-Ubangi ?

Pour le moment, nous demandons au gouvernement de déployer la force navale pour assurer la surveillance, car il y a l'afflux de réfugiés dans la frontière entre la République démocratique du Congo et la République centrafricaine.

Tirées de Radio Okapi

La gouverneure du Nord-Ubangi (*)

Le Potentiel
N° 7114 du samedi 9 septembre 2017
www.lepotentielonline.com

Henri-Thomas Lokondo : *« l'Equateur a besoin d'un gouverneur plus expérimenté »*

Le départ de Tony Bolamba à la tête de l'Equateur va mettre fin aux problèmes de la province si les députés élisent quelqu'un de compétent, d'expérimenté, qui connait l'administration et qui est respectueux des textes. Ainsi, le député Lokondo appelle les élus de la province à prendre leur responsabilité.

Pitshou Mulumba

La province de l'Equateur fait face à des défis principaux notamment d'ordre sécuritaire et socio-économique, et qui nécessitent la synergie des compétences derrière un bon leadership. Mieux, *« un gouverneur plus expérimenté ».* C'est la réaction du député national Henri-Thomas Lokondo après l'éjection de Tony Bolamba de son fauteuil de gouverneur de province par l'assemblée provinciale.

Henri-Thomas Lokondo, qui est l'élu de Mbandaka à l'Assemblée nationale, estime que le départ du gouverneur Tony Bolamba était prévisible. *« Le gouverneur déchu s'est comporté de façon négative. Je savais qu'il allait partir parce qu'il fallait qu'on ait quelqu'un de plus expérimenté, de plus compétent que lui. Il faut chercher, lors de la prochaine élection, quelqu'un de compétent, d'expérimenté, qui doit gérer la province comme il le faut »,* a-t-il indiqué. Ainsi, Lokondo appelle les députés provinciaux à choisir lors du prochain vote quelqu'un qui soit capable et engagé à développer la province de l'Equateur.

Henri-Thomas Lokondo, Député national (Photo d'archives)

« Son départ va mettre fin aux problèmes. Si les députés élisent quelqu'un de compétent, d'expérimenté, qui connait l'administration, qui connait les techniques de développement, qui est respectueux des textes, il peut faire l'affaire. Il suffit qu'il soit conscient qu'il a été élu pour le développement de la contrée et le bien-être de la population», recommande Henri-Thomas Lokondo.

Pour rappel, l'assemblée provinciale de l'Equateur a voté à l'unanimité, jeudi 7 septembre, la motion de déchéance du gouverneur Tony-Cassius Bolamba. L'action de l'organe délibérant de la province a été menée en l'absence du chef de l'exécutif provincial Tony-Cassius Bolamba, interdit, selon plusieurs sources, de quitter Kinshasa depuis plus de 3 mois.

À l'hémicycle, la machine démarrée a tourné, sans couac, jusqu'à la fin. Après la présentation de la motion de censure par le député Willy Bokonga, vice-président de l'assemblée, les 21 députés provinciaux présents dans la salle ont approuvé la déchéance du gouvernement provincial.

Pour les élus provinciaux, la décision reflète la volonté du peuple qui les accusait de *« fermer les yeux devant la mauvaise gouvernance de l'équipe de Tony Bolamba»*. L'initiateur de la motion accuse le gouvernement provincial de mauvaise gestion, d'incapacité de lutter contre l'insécurité, la mauvaise gouvernance marquée par l'opacité dans la gestion des deniers publics et par le détournement des fonds de rétrocession destinés aux entités décentralisées.

Déjà au mois de novembre 2016, un groupe de députés provinciaux accusaient le gouverneur Tony Bolamba d'enrichissement illicite avec des fonds destinés à la province et de «neutralisation des services de sécurité, dont il refuse toute collaboration». Les élus provinciaux dénonçaient aussi l'obstruction, par le bureau du parlement provincial, des motions de défiance initiées contre le gouverneur de l'Equateur.

Insécurité à Butembo, Béni et Lubero : les députés du Nord-Kivu saisissent Ramazani Shadary

P.M.

Le vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur et Sécurité, Emmanuel Ramazani Shadary, a échangé jeudi 7 septembre avec les membres du caucus des députés du Nord-Kivu dans son cabinet de travail à Kinshasa. Les discussions entre les deux parties ont porté sur la situation sécuritaire dans le Nord-Kivu.

À tout dire, ces élus déplorent notamment des cas de viol, vole, assassinat et kidnapping qui sont signalés à Butembo, Béni et Lubero où dans plusieurs recoins, les miliciens Maï-Maï sèment la terreur.

Déjà au courant de la situation, le VPM Shadary a rassuré ses hôtes que des mesures appropriées ont été prises pour mettre définitivement fin à cette situation.

Selon plusieurs témoignages, le Nord-Kivu connait la virulence de l'insécurité marquée par des incursions nocturnes, des agressions à l'arme blanche et à feu, ainsi que les assassinats, les vols et les viols, qui ont élu domicile. On parle de plus en plus de la résurgence des groupes armés qui, sans compter le nombre de tués, provoquent des déplacements massifs des populations.

Pourtant, le maire de Butembo vient d'interdire toute marche et sit-in dans son entité. Dans un communiqué officiel rendu public jeudi 7 septembre 2017, au terme d'une réunion extraordinaire de sécurité, le maire Sikuly'uvasaka Makala note que sa mesure est consécutive à la situation sécuritaire de la ville qu'il juge de «très menacée et visiblement infiltrée». *« J'en appelle à la stricte observance de cette instruction qui ne doit souffrir d'aucune faille pour permettre aux services de bien suivre les pistes dans la traque des ennemis de la paix»,* insiste le maire, avant de prévenir, *«les contrevenants seront passibles des sanctions prévues par la loi»*.

La mesure du maire intervient au lendemain d'une journée ville-morte réussie à Butembo. Organisée par la Société civile locale, cette manifestation avait pour but d'exiger le départ des autorités politico-administratives (Maire et son adjoint, ainsi que les bourgmestres de quatre communes de la ville) et sécuritaires qui ont, d'après les forces vives locales, échoué à mettre fin au phénomène d'insécurité qui secoue la ville depuis cinq mois maintenant. Phénomène caractérisé par des cas d'incursions nocturnes des hommes armés dans des domiciles des civils et des structures sanitaires de Butembo.

Dans un communiqué, la Société civile de Butembo projette organiser une autre série de manifestations pacifiques et non-violentes, notamment des sit-in, devant les bureaux des autorités incriminées à partir du 12 septembre prochain, au cas où la «pression administrative» entreprise par elle, pour obtenir le remplacement de ces autorités, n'apporte pas gain de cause.

Le Potentiel
www.lepotentielonline.com
N° 7114 du samedi 9 septembre 2017

Amélioration du climat des affaires en RDC : Les propositions de la FEC pour attirer les investisseurs

L'application effective des réformes initiées dans le pays demeure la voie la meilleure, soutient le représentant de ce patronat congolais, dans le cadre de l'amélioration du classement Doing business!

Les travaux de la « Première conférence sur le climat des affaires » ont été ouverts, le mardi 29 août dernier au Kempinski Fleuve Congo Hôtel, à Kinshasa, par le Premier ministre, Bruno Tshibala. Un forum qui a réuni plus de 150 personnes du monde des affaires congolais et de l'administration publique durant trois jours, pour se clôturer aujourd'hui vendredi 1er septembre. « Pour la faciliter des affaires en RD Congo » est le thème de ce forum, qui se fixe pour objectifs l' »amélioration du cadre macroéconomique et de permettre aux Congolais de respirer ».

C'est dans ce cadre que le directeur du cabinet du Premier ministre, M. Somwe, qui a été le premier à intervenir, a procédé à la présentation du « Doing business » en RD Congo, relevé comme une mesure de la réglementation des affaires dans le monde initiée par la Banque mondiale depuis 2003. Pour lui, la question de « Doing business » croise l'entreprise et le marché. Il a cependant relevé qu'en RDC, l'Etat demeure le premier obstacle. C'est pour cette raison, selon un constat, 57 ans après, le pays ne stabilise pas son économie et ne profite pas de ses ressources naturelles quasiment inexploitées.

Le problème ce que, les entreprises se font de plus en plus rares. Pour le dircab Somwe, les présents de la Première conférence sur le climat des affaires s'attellent à relancer les principaux signaux économiques du pays. Ils doivent aussi répondre à la question de savoir, pourquoi « la RDC reste toujours à la traine des pays du monde en ce qui concerne le climat des affaires? »

LES PROPOSITIONS DE LA FEC

Le représentant de la FEC (Fédération des entreprises du Congo), le premier vice-président de ce patronat congolais, a soutenu que l'amélioration du climat des affaires a toujours constitué un cheval de bataille et une préoccupation pour sa structure. Ce patronat qui a toujours lutté contre la corruption, a dit encore son représentant. C'est ainsi qu'il a rappelé, par ailleurs, les différents forums et tables rondes organisés dans le pays sur l'amélioration du climat des affaires, la lutte contre la fraude et la relance de la croissance économique, qui ont eu à formuler des résolutions et recommandations classées dans les tiroirs et ne sont presque pas appliquées.

Le premier vice-président de la FEC a même regretté le gaspillage de temps consacrés à tous ces forums, dont les résolutions souffrent toujours de manque d'application. Il a fait référence, à cet effet, aux 600 résolutions, prises lors d'un des forums économiques, qui ont été appliqués jusque-là qu'à moins de 20%.

Le représentant de la FEC est, en outre, revenu sur le contexte économique difficile du moment. C'est pourquoi, ce cadre de la FEC a invité le gouvernement à appliquer des mesures courageuses pour sortir de cette situation et à encourager la production intérieure qui constitue la base d'une paix sociale durable dans le pays. Il a surtout invité l'exécutif national à la mobilisation des recettes et de bien les canaliser en évitant la fraude et la corruption.

APPLICATION DES RÉFORMES INITIÉES

Après avoir abordé les problèmes de fraude, multiplicité de taxes, organisation des portes d'entrée dans le pays (référence faite aux entrées maritimes, fluviales et autres), et s'attarder également sur les réformes fiscales efficaces pouvant permettre l'amélioration du climat des affaires, le premier vice-président de la FEC s'est attelé sur les indicateurs du Doing business.

Il s'agit des indicateurs création d'entreprise, permis de construction, transfert de propriétaire, raccordement de l'électricité, l'obtention des prêts, et autres paiement des impôts. De son côté, Bruno Tshibala est revenu sur quelques points à combattre, parmi lesquels la corruption, la concussion, la fraude fiscale et autres. Raison de l'organisation des assises sur la lutte contre la corruption et stabilisation de la situation macroéconomiques dans le pays, a expliqué le Premier ministre, qui attend les effets dans les prochains jours.

MEDIACONGO.NET

Bientôt une nouvelle ère de production à la mine historique de Kipushi

Ivanhoe Mines, compagnie listée sur TSX, mène actuellement des négociations pour conclure des accords afin de faire entrer la mine historique de Kipushi, en RD Congo, dans une nouvelle ère de production. D'après les déclarations de ses dirigeants, mercredi dernier, les parties impliquées dans les discussions sont Gécamines, partenaire d'Ivanhoe sur le projet, SNCC, compagnie nationale ferroviaire, ainsi que de potentiels bailleurs de fonds.

Actuellement gérée par Kipushi Corporation (KICO), une coentreprise entre Ivanhoe Mines (68%) et Gécamines (32%), la mine Kipushi existe depuis 1924. Elle a été construite par Union Minière qui l'a exploitée durant 42 ans avant que Gécamines n'en prenne le contrôle en 1967.

De 1924 à 1993, la mine a produit un total de 6,6 millions de tonnes de zinc, 4 millions de tonnes de cuivre, 278 tonnes de germanium et 12 673 tonnes de plomb. En raison de facteurs économique et politiques, Gécamines a dû, en 1993, la placer en régime de maintenance et entretien.

DE GRANDS PROGRÈS RÉALISÉS PAR KICO POUR RELANCER LA PRODUCTION

Dans un communiqué de presse publié mercredi sur son site web, Ivanhoe Mines a indiqué avoir réalisé d'«excellents progrès» depuis la mise en œuvre de son programme de restauration de la production à Kipushi.

Citons notamment la mise à jour des ressources minérales indiquées et mesurées du gisement Big Zinc découvert par Gécamines juste avant que la mine ne devienne inactive. Le gisement situé à une profondeur de 1 250 m, héberge désormais 10,2 millions de tonnes, titrant 34,9% de zinc, 0,65% de cuivre, 19 g/t d'argent, et 51 g/t de germanium. Il contient 7,8 milliards de livres de zinc et serait la mine de zinc de plus haute teneur au monde.

Le programme de restauration de la production se concentrera dans sa première phase sur le gisement Big Zinc. Ivanhoe Mines est en train de moderniser l'infrastructure souterraine de Kipushi, et compte ensuite se focaliser sur la modernisation et la mise à niveau des infrastructures de surface.

En outre, une étude de préfaisabilité (PFS) est en cours pour affiner les résultats de l'évaluation économique préliminaire réalisée en mai dernier qui table sur une production annuelle de 530 000 tonnes de concentré de zinc sur une durée de vie de 10 ans. La PFS sera achevée avant la fin de l'année.

KICO mène par ailleurs un programme de forage de 41 trous d'une profondeur de 6 500 m, l'objectif visé étant d'élargir et de mettre à jour les ressources inférées du projet Kipushi. À un moment où les prix du cuivre et du zinc sont en hausse, c'est donc une bonne nouvelle pour la RD Congo.

Rappelons qu'en dehors du projet Kipushi, Ivanhoe Mines opère dans le pays sur le grand projet Kamoa-Kakula, reconnu comme hébergeant l'une des plus grandes ressources de cuivre au monde.

AGENCE ECOFIN

Matadi : Les vendeurs de la commune de Nzanza invités à libérer les abords de routes

Les vendeurs opérant dans la Commune de Nzanza à Matadi, chef-lieu de la province du Kongo Central, ont été invités à libérer les abords de routes principales. Le Bourgmestre de cette commune s'est insurgé contre cette pratique. Noir Lukombo a fait, ce jeudi 7 Septembre 2017, une mise en garde contre ceux qui ne vont pas respecter cette mesure. Il leur a aussi promis des sanctions sévères. À en croire le Bourgmestre de cette commune la plus peuplé de la ville portuaire de Matadi, ce mauvais système est à la base de plusieurs accidents de la circulation routière. Cette pratique qui les expose aux multiples dangers, cause également les embouteillages suite à la présence de leurs marchandises qui rétrécissent la route. Une autre préoccupation demeure « la mauvaise conservation » de ces aliments étalés à même le sol et, malheureusement, consommés à cet état par la population. D'où, l'appel du Bourgmestre Noir Lukombo invitant la population à libérer les abords de la route par ces marchands pour occuper les espaces qui leur sont réservés, à savoir les marchés.

Un atelier de planification dans la gouvernance des ressources naturelles

Le Forum des femmes pour la gouvernance des ressources naturelles (FFGRN) organisera, du 11 au 13 septembre 2017 à Kinshasa, un atelier de planification stratégique, en vue de collecter les grandes lignes devant servir à l'élaboration du plan triennal de cette structure, indique un communiqué du FFGRN remis jeudi à l'ACP. Cette rencontre, qui regroupera plus de 60 participantes de Kinshasa et des provinces dont les femmes des médias, des Organisations de la Société Civile et des services de l'Etat, procédera à la relecture des statuts et du règlement intérieur du FFGRN et à l'élection d'un nouveau comité, en vue de respecter les normes démocratiques. Par ailleurs, les participantes à cet atelier seront formées sur la technique de l'information, du plaidoyer, du développement de partenariats et de la vulgarisation de l'information dans le secteur extractif. Ces assises s'attèleront également au renforcement des capacités des femmes, en vue de leur permettre de contribuer au respect de leurs droits dans le secteur des industries extractives. Cette structure, rappelle la source, avait organisé trois sessions sur « la femme et la gouvernance des ressources naturelles ».

UNE SÉLECTION DE LA RÉDACTION

Le Potentiel
www.lepotentielonline.com
N° 7114 du samedi 9 septembre 2017

VIH/SIDA : implication de l'étudiant congolais dans la lutte contre l'infection

Le Dr Gaspard Matumikina, médecin formé à l'accompagnement de l'infection VIH, a appelé l'étudiant congolais à s'impliquer dans la lutte contre l'infection VIH/SIDA. Mais également, à améliorer ses connaissances en cette matière dans son document intitulé : « *Les bases pour comprendre l'infection VIH et SIDA* », parvenu jeudi à l'ACP. Selon le Dr Matumikina, la gravité, l'ampleur et l'impact du VIH/SIDA poussent les différentes composantes de la société à réagir et à s'impliquer activement dans les efforts de lutte contre cette pandémie sous multiples aspects, invitant chacun à son niveau à apporter sa contribution pour dire enfin « *Halte au VIH/SIDA* ». Parmi les objectifs poursuivis par les instructions de ce spécialiste, figure le renforcement des connaissances des étudiants pour l'adoption de bonnes pratiques susceptibles d'endiguer la propagation de l'infection de VIH/SIDA en milieu académique ou ailleurs.
Il s'agit aussi de faire des étudiants des acteurs de terrain capables de transmettre la bonne information sur cette infection.

Grand Kasaï : lancement du projet de veille humanitaire à Ngandanjika

La Caritas-Développement Mbuji-Mayi (CDM), à travers son bureau diocésain chargé des urgences, a procédé au lancement du projet de veille humanitaire dans le Grand Kasaï, au cours d'un atelier organisé au cercle paroissial de Nkolongo avec les prêtres curés de la zone apostolique de Ngandanjika, les délégués des zones de santé, de la Croix Rouge et le chef du service local des affaires humanitaires, a constaté l'ACP. Selon Pierre Mulumba Mpoyi, directeur du bureau diocésain de la Caritas Urgences, l'objectif de ce projet est de sensibiliser les membres de la communauté à vivre en état d'éveil et de vigilance pour prévenir toute éventuelle situation désastreuse ou catastrophe naturelle en vue de sauver des vies humaines. Il a souligné que le rôle de référence de toute alerte est confié à la Caritas, en raison de sa présence dans les coins même les plus reculés de la République démocratique du Congo. Cette structure travaillera, à son tour, avec les membres des comités paroissiaux de Caritas développement.

Une sélection de la rédaction

Santé : près d'un million de vies perdues par an à cause du suicide

Ce samedi 9 Septembre, l'humanité célèbre la journée mondiale de prévention du suicide. Un appel à chacun de prendre part aux activités de sensibilisation à ce problème de santé publique.

VCK

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) considère le suicide comme un problème de santé publique énorme, mais en grande partie, évitable, aujourd'hui à l'origine de près de la moitié de toutes les morts violentes. On compte actuellement près d'un million de décès annuels dus au suicide, et le coût économique se chiffre en milliards de dollars. Selon les estimations, le nombre de décès dus au suicide pourrait passer à 1,5 million d'ici 2020. Après le succès de la journée mondiale de prévention du suicide de l'an dernier, la Journée sera organisée à nouveau, le 10 septembre, par l'OMS et l'Association internationale pour la Prévention du Suicide (AIPS) pour attirer l'attention de l'opinion mondiale et lancer un appel en faveur de l'action. (...)

La Journée mondiale de prévention du suicide attire l'attention sur le nombre estimatif d'un million de vies perdues par an à cause du suicide. En 2005, les organisateurs ont insisté sur le fait que la prévention du suicide concerne tout un chacun et n'est pas de la seule responsabilité des experts. Au cours de cette journée, ils demandent instamment aux communautés, aux individus, aux professionnels et aux bénévoles de prendre part aux activités de sensibilisation à ce problème de santé publique et de lancer de nouvelles initiatives et méthodes de prévention

Le suicide n'est pas le seul fait des pays à revenu élevé, c'est un phénomène mondial. En fait, plus de 78% des suicides sont survenus dans des pays à revenu faible ou intermédiaire en 2015

Chaque année, près de 800 000 personnes se suicident et beaucoup d'autres font une tentative de suicide. Chaque suicide est une tragédie qui touche les familles, les communautés et des pays entiers et qui a des effets durables sur ceux qui restent. Le suicide intervient à n'importe quel moment de la vie et était la 2ème cause de mortalité chez les 15-29 ans dans le monde en 2015.

LES PERSONNES EXPOSÉES

Si le lien entre suicide et troubles mentaux (en particulier la dépression et les troubles liés à l'usage de l'alcool) est bien établi dans les pays à revenu élevé, de nombreux suicides ont lieu de manière impulsive dans un moment de crise et de défaillance de l'aptitude à faire face aux stress de la vie, tels que les problèmes financiers, une rupture, une maladie ou une douleur chronique.

De plus, les conflits, les catastrophes, la violence, la maltraitance ou un deuil et un sentiment d'isolement sont fortement associés au comportement suicidaire. Les taux de suicides sont également élevés dans les groupes vulnérables confrontés à la discrimination, tels que les réfugiés et les migrants, les populations autochtones, les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres ou intersexuées (LGBTI), et les prisonniers. Le risque de suicide le plus important est de loin une précédente tentative de suicide.

MÉTHODES UTILISÉES

On estime que près de 30% des suicides dans le monde sont dus à l'intoxication par les pesticides, pour la plupart dans les zones agricoles ou rurales de pays à revenu faible ou intermédiaire. Parmi les autres méthodes communément utilisées figurent la pendaison et les armes à feu.

Il est donc important de savoir quelles sont les principales méthodes utilisées pour se suicider pour pouvoir concevoir des stratégies de prévention qui s'avèrent efficaces, notamment en réduisant l'accès aux moyens.

Kinshasa : les véhicules abandonnés servent d'abris aux « kuluna »

Depuis un certain temps, les Kinois vivent dans la saleté. Outre les tas d'immondices qu'on évacue difficilement, la plupart des rues sont envahies par des véhicules déclassés ou négligés par leurs propriétaires faute d'entretien. Pour la plupart de cas, ces carcasses d'automobiles servent d'abris aux jeunes désœuvrés, surtout des personnes communément appelées « kuluna ».

Ces derniers arrivent déjà au crépuscule ou en pleine journée par rapport à la fréquentation du quartier par les passants. Ils profitent de cette situation pour tracasser la grande majorité de la population kinoise qui fréquente les rues émaillées de ces lambeaux des voitures.

Au cas où elles ne sont pas occupées par les inciviques, ces carcasses des véhicules sont alors transformées en toilettes publiques qui laissent à désirer ou en poubelles qui indisposent sérieusement les habitants. D'où la multiplication de toilettes ou poubelles de fortune.

FAUTE DE MIEUX

Par ailleurs, conscients de leur avenir, certains jeunes désœuvrés s'adonnent à l'apprentissage de métier avec la présence de véhicules abandonnés. « La faim apprenant à

manger », ils se mettent à démonter ces carcasses afin de les transformer en marmites, couteaux, cuillères ou en braséro (mbabula). « *Avec cette manière de faire, je parviens, tant bien que mal, à subvenir au besoin de ma famille* », a confié l'un d'eux.

Un autre fabricant de braséros et marmites a révélé qu'au lieu de se faire tabasser chaque fois à cause du vol, il s'est forgé d'apprendre le métier de forgeron pour que ses enfants ne manquent pas de quoi mettre sous la dent. Aussi, a-t-il ajouté, « *je parcours parfois des longues distances à pied pour négocier ou ramasser des barres de fer usagés ou abandonnés par leurs propriétaires, qui nous les vendent parfois à des prix exorbitants* ».

Ces carcasses qui jalonnent plusieurs quartiers, n'aident pas trop à l'assainissement de la ville. C'est ainsi qu'un appel est lancé aux autorités afin de trouver une solution à ce problème. Car, beaucoup d'enfants aussi se blessent en jouant dans ces véhicules.

Sr. Sylvie Famba (Stagiaire/UCC

Le Potentiel
www.lepotentielonline.com
N° 7114 du samedi 9 septembre 2017

Procès sur le meurtre des experts de l'ONU : un prévenu dénonce la torture

Les aveux arrachés par torture sont désormais condamnés par la loi congolaise.

Donatien Ngandu Mupompa

Le prévenu Evariste Ilunga, pour suivi dans le cadre du procès qui oppose le ministère public aux assassins présumés de deux experts de l'ONU tués au Kasaï Central en mars 2017, accuse le lieutenant-colonel Jean-Blaise Bwamulundu, avocat général de l'armée à l'auditorat militaire supérieur du Kasaï Central et représentant du ministère public dans ce procès, d'avoir ordonné sa torture.

En effet, dans une correspondance adressée le 4 septembre 2017 à l'auditeur militaire supérieur du Kasaï Central, le prévenu Ilunga indique avoir été tabassé par des militaires sur ordre de l'avocat général au retour d'une audience organisée à Bunkonde en août dernier.

Selon lui, l'officier du ministère public a expliqué à son avocat, qui voulait intervenir pour empêcher ce châtiment, que le prévenu «était à la disposition du ministère public». Version des faits confirmée par l'avocat du prévenu Ilunga, qui a promis de réagir «au moment opportun».

Interrogé par Radio Okapi, l'avocat général mis en cause a refusé de répondre à cette accusation, estimant qu'il s'agit d'une distraction. Pour sa part, l'auditeur militaire supérieur du Kasaï Central indique n'avoir pas reçu la correspondance du prévenu Evariste Ilunga.

Il est à noter qu'ouvert depuis le mois de juin 2017, le procès des meurtriers présumés de deux experts de l'ONU oppose le ministère public à douze personnes qui sont poursuivies pour «crime de guerre par meurtre, crime de guerre par mutilation, terrorisme, participation à un mouvement insurrectionnel ».

UNE ENQUÊTE BÂCLÉE

Il sied de rappeler que ce procès a débuté le lundi 5 juin sur fond de contestation. En effet, la défense a commencé par récuser le tribunal militaire, le jugeant d'incompétent et déclarant « pressentir une enquête bâclée ». Pour l'avocat des prévenus, Me Serge Miseka, la justice militaire a incriminé « un élève et un coupeur de noix de palme ».

« *On pressent une enquête bâclée qui aurait dû être approfondie. Il est vrai que les experts sont morts. Mais ils sont morts comment et par qui ? Par l'élève qui avait le cahier ou par le grimpeur de noix de palme. C'est ce qui nous pousse à déclarer que le tribunal est incompétent* », affirme Me Serge Miseka.

Selon lui, l'un de ses clients, un élève finaliste de secondaire, a été appréhendé avec son cahier en mains, préparant son stage. Il a demandé : « *C'est ça le crime de guerre ?* ». Cela, avant de plaider pour « un procès équitable et que justice soit faite pour les uns et les autres ». Me Serge Miseka a fait savoir que les prévenus sont 16 au total, mais 14 sont en fuite.

« *Le tribunal militaire de garnison de Kananga est incompétent pour traiter de l'affaire, de par les personnes qui y sont déférées et de par la matière à traiter. Les faits pour lesquels on les accuse sont obscurs. Une seule question a été compartimentée en 6 questions et beaucoup de choses ne sont pas claires* », s'est plaint Me Serge Miseka.

A titre de rappel, l'Américain Michael Sharp et la Suédo-Chilienne Zaïda Catalan, les deux experts de l'ONU qui enquêtaient sur la situation sécuritaire au Kasaï, ont été enlevés en mars dernier. 16 jours plus tard, leurs corps ont été retrouvés dans une fosse commune. Le corps de la Suédoise a été décapité et sa tête n'a pas été retrouvée.

Un voleur profite d'un match pour dérober un poste téléviseur

Bel'Ange Bilendo (Stagiaire/UCC)

Un voleur a profité de la distraction des gens qui suivaient le match opposant les Léopards aux Aigles de Carthage, pour voler un poste de télévision. La scène s'est passée le mardi 5 septembre 2017 vers 22 heures à Binza/UPN, dans la commune de Ngaliema, à Kinshasa.

L'on sait que la population kinoise soutenait les Léopards qui, on le sait, ne disposaient que de 90 minutes pour maximiser leur chance de participer à la Coupe du monde de football prévue en 2018 en Russie.

Les supporters kinois qui n'ont pas pu se rendre au stade des Martyr où se jouait cette importante rencontre, pour l'une ou l'autre raison, suivaient le match à la télévision à domicile. D'autres, c'était dans une terrasse ou à l'extérieur d'une parcelle; ce qui a attiré une foule nombreuse de passants et de gens d'environ ne disposant pas d'un poste de télévision. Un habitant du quartier Télécom était dans ce dernier cas.

Lorsque les Léopards menaient au marquoir par un score de deux buts à zéro, toute la ville a explosé de joie à l'idée que la qualification à la prochaine coupe du monde de football semblait évidente.

Seulement voilà, c'est à partir de la 75ème minute que la situation a empiré lorsque les Aigles de Carthage ont marqué le premier but, puis égalisé dans la minute suivante.

Frustrés, les Congolais ont perdu tout espoir de victoire vu qu'il ne restait que 10 minutes au temps réglementaire.

Il s'en est suivi une discussion houleuse parmi les téléspectateurs. Le voleur a profité de la distraction du propriétaire de la télévision, mêlé aussi à la discussion, pour emporter l'appareil sous prétexte que son propriétaire lui a avait demandé de le ramener dans sa maison.

Après discussion, le propriétaire de la télévision l'a cherché en vain. Certaines personnes présentes sur le lieu lui ont dit n'avoir pas vu la personne qui l'avaient emporté. D'autres ont soutenu avoir vu une personne envoyée par le propriétaire du poste téléviseur. Le voleur de l'appareil est demeuré introuvable.

Ituri : des conditions de vie insalubres dans les prisons

En RDC, la population de Dungu en Ituri dans le nord-est du pays s'insurge. En une semaine, cinq prisonniers de la prison centrale de cette ville sont décédés. De malnutrition ou faute de soins appropriés, affirment les associations, qui dénoncent des conditions de détentions inhumaines. Ce mardi, ils étaient 200 à manifester et depuis, les autorités locales ont promis d'améliorer les conditions de détention des prisonniers. Plus de 200 prisonniers serrés dans trois bâtiments, car les trois autres n'ont plus de toiture. Résultat : des détenus qui dorment à même le sol et des conditions de vie insalubres, car comme dans beaucoup d'autres villes au Congo, la prison au départ prévue pour 150 personnes a plus de 50 ans. A ces conditions de vie dégradées s'ajoute un approvisionnement en nourriture plus qu'irrégulier. Jacques Wani, président de la Société civile du territoire de Dungu, tire donc la sonnette d'alarme : *« Ils n'ont pas de quoi manger. L'Etat provincial national ne donne pas de subside et il n'y a pas à manger de la part de l'Etat ».*

RFI

Beni : la Société civile accuse le Parquet d'accorder les libertés aux « criminels »

La Société civile de la ville et territoire de Beni accuse le chef de parquet près le Tribunal de grande instance (TGI) de Beni, Damien Kambale Kahongya (Nord-Kivu) d'accorder des « libertés provisoires aux criminels ». Dans un communiqué conjoint signé par les responsables de la Société civile dans les deux entités précitées, cette organisation cite trois cas à savoir « les dossiers RMP 3620/PR/PML pour incendie volontaire sur une maison habitée, RMP 3628/PR pour viol sur mineure, le prévenu a été libéré moyennant un paiement de 150 000 Fc et le RMP 2903/PR pour viol sur mineure et le prévenu relaxé après paiement de 260 000 Fc ». La Société civile accuse également le chef du parquet de détourner le fond de caution allant de 50 000 Fc à 300 000 Fc, perçu par l'instance judiciaire. Elle exige de ce fait, son départ de Beni et l'ouverture de dossier judiciaire à son encontre. « La Société civile de la ville et territoire de Beni exige le départ de Damien Kambale Kahongya, chef du parquet près le Tribunal de grande instance de Beni, l'ouverture du dossier judiciaire à l'égard du précité pour détournement du fond au détriment du trésor public.

Actualite.cd

Le Potentiel
N° 7114 du samedi 9 septembre 2017
www.lepotentielonline.com

Kasaï Central : les prix des denrées alimentaires montent en flèche à Luiza

L'insécurité provoquée par le phénomène Kamuina Nsapu a sérieusement affecté toute la province dans plusieurs domaines.

Donatien Ngandu Mupompa

Dans la province du Kasaï Central, les prix de plusieurs produits de première nécessité sont en hausse depuis cinq mois sur le marché de la cité de Luiza, rapporte Radio Okapi.

Selon la radio onusienne, le kilo de maïs, qui coûtait 250 francs congolais, se vend actuellement à 800 Fc. Celui du manioc s'achète à 500 Fc, alors qu'il se négociait à 200 Fc il y a quelques mois. Le prix du kilo d'arachides a carrément triplé, passant de 500 à 1 500 Fc. Les commerçants attribuent cette flambée des prix à la rareté des produits de première nécessité provenant des champs. D'après eux, les travaux champêtres ne se sont pas déroulés durant plusieurs mois dans le territoire à cause de l'insécurité causée par l'activisme des miliciens du chef coutumier Kamuina Nsapu.

Les commerçants déclarent que la crise sécuritaire a provoqué la rareté des produits de première nécessité à cause de la fermeture des barrières sur les voies de sortie et d'entrée vers Luiza,

Pour sa part, la population locale évoque plutôt la dépréciation du

franc congolais par rapport au dollar américain pour justifier cette hausse des prix dans le secteur.

Les habitants de Luiza appellent à la levée des barrières à l'entrée du territoire, afin que les opérateurs économiques parviennent à approvisionner le marché local, afin d'influencer la baisse des prix. Le même phénomène est enregistré à Kananga, mais dans le secteur des produits pétroliers. En effet, au chef-lieu du Kasaï Central, les produits pétroliers sont rares depuis une année. Cela, toujours à la suite de l'insécurité provoquée par le phénomène Kamuina Nsapu.

SIX MOIS DE RUPTURE

Cette situation fait que les stations-services ne fonctionnent pas régulièrement et les taxis-bus, les conducteurs des taxis-motos et les particuliers s'approvisionnent auprès des revendeurs surnommés «Kadhafi», allusion faite au regretté président de l'Etat libyen.

Ces « Kadhafi » vendent un litre d'essence à 2700 francs congolais, soit 1,7 dollar américain, tandis que le prix de celui de gasoil est fixé à 3 500 francs congolais, soit 2,7 dollars américains. Cependant, ces revendeurs des produits pétroliers disent être confrontés à plusieurs difficultés.

L'un d'eux, nommé Shambuyi Abukaneze, déclare : « *Je suis Kadhafi depuis quinze ans. La difficulté est que nous sommes enclavés. Auparavant, on s'approvisionnait en carburant à partir de Kinshasa. Pour le moment, avec des guerres [phénomène Kamuina Nsapu] et la flambée du dollar américain, nous éprouvons de sérieuses difficultés. C'est pour cela qu'il y a augmentation du prix de ces produits* ».

De son côté, le ministre provincial du Budget, Energie et Hydrocarbures du Kasaï Central, Albert Usotshika, reconnaît cette rareté des produits pétroliers, mais attribue cette situation à l'insécurité due au phénomène Kamuina Nsapu. Il a expliqué : « *Avec des événements tragiques liés au terrorisme que nous avons connus dans notre province, Nous avons connu six mois avec rupture totale de trains. Même avant six mois, nous avons connu des moments où il n'y avait pas un train par mois. Par conséquent, les opérateurs économiques n'ont pas pu s'approvisionner en grande quantité pour servir leurs clients. Ça, c'est la difficulté que nous avons connue* ».

La ville de Kananga compte une dizaine de stations-services dont quatre seulement sont actuellement opérationnelles.

Kinshasa : le mauvais état des routes à la base d'une série d'accidents

Grâce Nzila (Stagiaire/UCC)

La plupart des routes dans la ville de Kinshasa sont dans un état de délabrement très avancé. Même les principales ne sont pas épargnées, notamment les avenues Gambela, Elengesa, Assossa et Shaba. Elles sont jonchées de nids de poule. Conséquence : il est difficile pour les conducteurs de véhicules de les emprunter de peur de voir leurs véhicules tomber en panne. Ce sont surtout les conducteurs de véhicules téméraires qui s'y hasardent.

On signale que plusieurs accidents de la circulation se sont produits au croisement des avenues Assossa et Maringa, Ngiri-Ngiri et Shaba, sur les avenues de la Libération (ex-24 Novembre), Saïo, Bongolo, et Université.

Certains conducteurs de véhicules, pressés d'arriver à destination, foulent au pied le code de la route. A l'empressement s'ajoute soit l'imprudence au volant, soit l'état d'ivresse ou les deux réunis. Conséquence : ils provoquent des accidents de la circulation. Ces accidents font souvent des blessés légers ou légers, d'importants dégâts matériels et parfois mort d'hommes qui se recrutent non seulement parmi les conducteurs mais

aussi parmi les passagers.

En dépit des nids de poule, les chauffeurs roulent à vive allure sans tenir compte de la vie des passants. Sur le terrain, on constate non sans amertume que les artères les plus fréquentées de la ville ne sont pas réhabilitées.

Les travaux effectués par la Société nationale d'électricité (SNEL), qui ont consisté à poser des câbles électriques souterrains sur un des tronçons de l'avenue Assossa, ont aussi contribué à la destruction de cette artère. Après ces travaux, ce tronçon n'a pas été réhabilité convenablement. Des nids de poule qui s'y sont formés, empêchent ainsi la circulation fluide des véhicules et sont à l'origine des embouteillages. La population déplore des accidents de la circulation qui y sont enregistrés, chaque semaine. Preuve : deux véhicules de marque Toyota, l'un modèle Hiace et l'autre IST, sont entrés dernièrement en collision.

Autre accident enregistré : une jeep a heurté une motocyclette transportant une passagère enceinte accompagnée de son enfant de 7 ans. La mère et l'enfant se sont retrouvés à même le sol.

D'autres cas similaires ont été enregistrés ces derniers mois suite à l'impraticabilité de l'avenue Assossa. Au croisement des avenues Ngiri-Ngiri et Shaba, la circulation des véhicules pose problème à cause d'une grande crevasse qui y a vu le jour. Les conducteurs de véhicules déplorent cette situation. Ils s'interrogent de ce qui adviendra pendant la saison des pluies.

Faute de mieux, certains conducteurs de véhicules passent dans les flaques d'eau qui s'y sont formées pour arriver à destination. D'autres par contre préfèrent des raccourcis; ce qui déplait aux passagers à bord des véhicules commis au transport en commun.

Concernant l'avenue de l'Université longent traverse les communes de Kalamu, Ngaba et Makala et Lemba, c'est devenu un casse-tête pour des usagers de cette avenue. Ces derniers refusent de l'emprunter à cause de la poussière due à la terre jaune qui y est versée.

Sur certaines artères, on a juste versé des cailloux. Ceux-ci ont été emportés par des riverains et par d'autres personnes.

« *Le transport est déjà difficile dans la ville de Kinshasa. A cela s'ajoute le mauvais état des routes. Nous sommes en difficultés, on se bouscule pour trouver une place assise à bord d'un véhicule, on est souvent en retard au travail. Et ces nids de poule nous dérangent de plus en plus* », s'est plaint un habitant de Kasa-Vubu qui a lancé un appel aux autorités afin qu'elles mettent tout en œuvre pour que les artères qui sont dans un état de délabrement avancé soient réhabilitées, le plutôt serait le mieux.

Le Potentiel
www.lepotentielonline.com
N° 7114 du samedi 9 septembre 2017

Le Think tank français IFRI accuse le gouvernement d'avoir planifié les troubles du Kasaï

Dans une étude publiée le jeudi 7 septembre 2017 sous le titre: « Du désordre comme art de gouverner. La rébellion Kamwina Nsapu, un symbole du mal congolais », l'Institut français des relations internationales (IFRI), puissant Think tank de l'Hexagone, explique que la crise au Kasaï est un acte prémédité, planifié depuis les hautes instances du pouvoir en place à Kinshasa. Le chercheur met en lumière la stratégie d'instrumentalisation de l'insécurité du gouvernement de la RDC, et fait vite le lien avec les manœuvres de Mobutu dans les années 1990 au Shaba (aujourd'hui Katanga).

La crise des Kasaï a été planifiée depuis Kinshasa. C'est ce que révèle l'étude de l'Institut français des relations internationales menée par le chercheur Marc-André Lagrange, spécialiste de l'Afrique Centrale. Ce document de 24 pages -à télécharger sur le site d'IFRI - décrit les contours de la crise des Kasaï, malheureusement réduite à Kinshasa à un simple affrontement entre les forces loyalistes et les miliciens du grand chef Kamwina Nsapu. Le chercheur présente une autre lecture des faits.

Le chercheur français pose le problème en ces termes : « *Situées dans la partie sud-ouest du pays, les provinces des Kasaï ne font pas partie des zones d'attention de la communauté internationale en République démocratique du Congo* ». Depuis le début du siècle, poursuit-il, le complexe humanitaro-onusien est situé dans la partie orientale de la RDC et plus particulièrement dans les provinces du Sud et Nord-Kivu.

L'IFRI note que « *le fait que les Kasaï soient enclavés, hors du champ d'intérêt de la communauté internationale, a fortement contribué au développement de ce qui est maintenant devenu une crise majeure tant sur le plan humanitaire que sur le plan politique. Il aura fallu l'assassinat de deux experts des Nations unies dans la province du Kasaï central en mars 2017 (Michael Sharp et Zaida Catalán) pour que la tragédie des Kasaï attire l'attention de la communauté internationale. Pourtant les massacres ont débuté bien avant cela. En effet, la crise a débuté en juillet 2016 par des violences policières contre la famille du chef traditionnel luba Jean Prince Mpandi, le Kamwina Nsapu, lors d'une perquisition à son domicile. Cet incident est le point de départ d'une série de représailles entre partisans du Kamwina Nsapu et forces gouvernementales, sur fond de revendications coutumières. Comme souvent, le régime a répondu à cette contestation locale par une répression brutale : depuis août 2016, 1,3 million de personnes a dû quitter les provinces du Kasaï, parmi lesquelles plus de 600.000 enfants. Cinquante-deux fosses communes ont été localisées et selon l'Eglise catholique, plus de 3 000 personnes auraient été tuées* ».

Par ailleurs, le chercheur français pense « *si la localisation de cette crise est inédite (les Kasaï ont été assez largement épargnés par les guerres de succession post-mobutiste), ses modalités sont au contraire très familières. Cette crise sécuritaire provoque une crise humanitaire dans une région oubliée mais importante du pays, et permet de justifier un report des élections présidentielles, notamment le maintien du président Kabila au pouvoir* ».

A cet égard, il rappelle que « *ces affrontements mettent en lumière les conséquences déstabilisatrices du redécoupage des provinces dans un pays où le pouvoir local est d'abord conçu en termes d'ethnicité et d'autochtonie. Tshimbulu, l'épicentre de la crise, est acquis à l'UDPS. Mais ce positionnement politique au niveau national est moins important que les relations de pouvoir locales qui se définissent en termes ethniques* ».

Pour le chercheur, la révolte de Kamwina Nsapu exprime la frustration des Luba face à leur marginalisation récente au niveau provincial. Il souligne également le fait que la nomination de Jacques Kabeya Ntumba Mupala, nouveau Kamwina Nsapu, par le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Sécurité le 16 avril 2017, n'a pas freiné la rébellion. « C'est d'ailleurs à la suite de cette nomination que le conflit s'ethnicise ».

« En effet, par ce geste d'apaisement, le gouvernement a mis en danger les privilèges Tshokwe et Pende récemment acquis. Si l'opposition au gouvernement central de Jean Prince Mpandi a, dès 2015, mobilisé l'attention des services de renseignements congolais, ce n'est pas à cause de sa capacité de nuisance ou de mobilisation internationale mais en raison de sa volonté de remettre en cause les équilibres du pouvoir local et provincial. L'extrême sensibilité politique du redécoupage des provinces apparaît à travers cette flambée insurrectionnelle dans les Kasaï où la confrontation interethnique s'étend et est source d'une grande violence », relève le chercheur français.

Depuis août 2016, 1,3 million de personnes a dû quitter les provinces du Kasaï, parmi lesquelles plus de 600 000 enfants.

PARER AU PLUS PRESSÉ

Dans la conclusion de son étude, le chercheur français fait le lien avec la crise du Kasaï des années 1970. « *Par bien des aspects, précise-t-il, la gestion de la crise des Kasaï par le gouvernement congolais rappelle celle de la première guerre du Shaba de 1977 par Mobutu. À l'époque, le gouvernement zaïrois avait mis en œuvre une politique de représailles contre les populations civiles qui s'était accompagnée d'une censure médiatique. Les opérations de reconquête et de pacification par les troupes zaïroises et leurs alliés avaient alors provoqué des déplacements massifs de population et une crise économique dans l'ensemble du pays. Ce bégaiement de l'Histoire est sans doute ce qui frappe le plus dans cette crise des Kasaï. En effet, les racines et la forme des milices Kamwina Nsapu –dont le fonctionnement et le comportement s'apparentent aux Mayi-Mayi Simba et qui puisent aussi leur légitimité dans un mécontentement populaire contre l'État–, la réponse de l'État et la complaisance internationale donnent une impression de déjà-vu* ».

Le chercheur tire deux leçons principales de la crise des Kasaï. « *La première est la marginalisation complète des Nations unies. Les divisions au sein de l'ONU bloquent maintenant totalement son action en RDC au point de faire de la MONUSCO un acteur marginal, sans influence politique et traité par le pouvoir congolais avec mépris. La seconde leçon est la détermination des gouvernants congolais et plus particulièrement du premier cercle de joseph Kabila, à se maintenir au pouvoir en instrumentalisant l'insécurité. Le régime Kabila, qui est composé d'hommes ayant vécu dans le contexte économico-sécuritaire extrêmement dégradé de la fin du régime Mobutu, use de la violence de manière stratégique et sait parfaitement manœuvrer dans la tempête. Cependant, à l'instar de Mobutu, cette stratégie d'instrumentalisation de l'insécurité peut se retourner contre le régime* », note-t-il.

Il prédit un cataclysme si aucune solution n'est apportée de toute urgence à la crise des Kasaï. « *Si elle dure, la révolte de Kamwina Nsapu va générer une crise humanitaire et une crise sécuritaire qui vont s'auto-alimenter sur fond d'affrontements interethniques. Ce d'autant plus que depuis août 2017, cette crise déborde sur la province adjacente du Kwilu, économiquement très fragile. Un processus de «kivuisation» des Kasaï n'est pas à exclure si l'Angola accepte de jouer le rôle de base-arrière pour les opposants kasaïens* ».

Diplômé en développement (ISTOM) et en gestion des crises (Sorbonne), Marc-André Lagrange travaille sur les conflits en Afrique Centrale depuis plus d'une décennie. Spécialiste des questions de gouvernance, de l'action humanitaire et des politiques régionales dans les Grands Lacs, il a notamment travaillé comme analyste senior pour International Crisis Group et les Nations unies.

Pour rappel, l'IFRI est le think tank français de référence sur les questions internationales. En 2016, l'IFRI a été classé au 3e rang des think tanks les plus influents du monde derrière la Brookings Institution (Etats-Unis) et Chatham House (Royaume-Uni), selon le « Global Go-To Think Tanks Index 2016 » de l'Université de Pennsylvanie,réalisé sur 6 846 think tanks répartis dans 182 pays.

LP avec IFRI

Le Potentiel
www.lepotentielonline.com
N° 7114 du samedi 9 septembre 2017

u Zimbabwe, les emprunts massifs du gouvernement menacent de déstabiliser le système bancaire local

Les chefs d'entreprises zimbabwéens ont fait part au président Mugabe, le 7 septembre 2017, de leurs inquiétudes, quant aux risques d'instabilité que courent les banques, du fait de la multiplication par le gouvernement, des emprunts locaux, pour le financement de son déficit budgétaire. « Les niveaux actuels de déficit budgétaire sont insoutenables. Cela va entrainer une accumulation de la dette intérieure et les conséquences de cette situation se feront ressentir sur la stabilité du secteur bancaire », a déclaré Charles Msipa, représentant des chefs d'entreprises lors de cette rencontre, une première depuis 10 ans avec Robert Mugabe. En juillet 2017, le ministre zimbabwéen des finances, Patrick Chinamasa, avait déclaré que le déficit budgétaire du pays était de 1,4 milliard $ en 2016. Etant donné que le pays n'a plus la possibilité depuis 1999 d'emprunter sur les marchés financiers internationaux pour financer ce solde négatif du budget de l'Etat, le gouvernement s'est retourné vers les banques commerciales locales.

Le Cameroun et l'Ethiopie révisent leur convention dans le domaine du transport aérien

Paule AssoumouKoki, directrice générale de l'Autorité aéronautique (Ccaa) a accueilli récemment à Yaoundé une réunion de consultation aéronautique entre les experts camerounais et ceux d'Ethiopie conduits par le colonel Wesenyeleh Hunegnaw. Le but de cette réunion était la révision de l'Accord sur les services aériens bilatéraux (Basa) qui a été paraphé le 28 octobre 2003 à Yaoundé. Au cours de cette rencontre, les délégations ont convenu d'améliorer le document paraphé en 2003 en y incluant de nouvelles dispositions sur la sécurité aérienne, la location d'aéronefs et le partage de codes. A la fin des discussions, les chefs des deux délégations ont procédé à la signature du Basa révisé ainsi que celle du mémorandum d'accord permettant l'application des nouvelles dispositions. Le Cameroun et l'Ethiopie ont plusieurs années de coopération dans le secteur aérien. D'ailleurs, la partie camerounaise requiert régulièrement l'expertise éthiopienne pour la révision des avions de sa compagnie nationale aérienne, Camair-co. Pas plus tard qu'au mois d'août dernier, c'est le Boeing 737-300 NG immatriculé TJ-QCB de Camair-Co qui est rentré d'Ethiopie après de longs mois de check-up.

Une sélection de la Rédaction

Tchad : les bailleurs de fonds annoncent 18 milliards $ d'intentions de financement

C'est une grande satisfaction pour le président Tchadien, Idriss Deby Itno. La table ronde de Paris a permis de recueillir trois fois plus d'intentions de financement que ce qui était prévu. Il reste maintenant que les bailleurs de fonds concrétisent leurs intentions de financement. Ce qui va consacrer la volonté du président Idriss Déby Itno de faire du Tchad une puissance régionale émergente à l'horizon 2030.

AMK avec Agence Ecofin

La table ronde des bailleurs de fonds organisée par l'Etat tchadien, à Paris les 7 et 8 septembre, en vue de mobiliser des financements pour son Programme national de développement (PND) 2017-2021, a été couronnée de succès au regard des résultats obtenus.

En effet, alors que le Tchad entendait mobiliser 3710,88 milliards FCFA (environ 6,74 milliards $) pour financer le gap prévisionnel de son PND 2017-2021, ce sont environ 10 000 milliards FCFA (environ 18 milliards $) d'intentions de financement qui ont été annoncés par les « bailleurs de fonds, partenaires techniques et financiers ainsi que les pays amis » lors de cette table ronde. Soit le triple du montant recherché.

L'information est donnée par un communiqué préliminaire de la Présidence de la République tchadienne, qui ne précise toutefois pas encore les détails de ces intentions de financement.Pour rappel, le cout global de la mise en œuvre du PND 2017-2021 est estimé à 5538,23 milliards FCFA (environ 10 milliards $). Dont 618 milliards FCFA attendus de l'Etat tchadien, soit 11% du cout global. Et 1208 milliards FCFA (environ 2,2 milliards $) sur financement extérieur déjà acquis avant cette table ronde, soit 22% du cout global.

Issu de « La Vision 2030, le Tchad que nous voulons », qui consacre la volonté du président Idriss Déby Itno de faire du Tchad une puissance régionale émergente à l'horizon 2030, le PND 2017-2021 est basé sur quatre axes stratégiques. A savoir : le renforcement de l'unité nationale ; le renforcement de la bonne gouvernance et de l'Etat de droit ; le développement d'une économie diversifiée et compétitive ; et enfin, l'amélioration de la qualité de vie de la population tchadienne.

Une compagnie chinoise décroche un projet routier à 1,2 milliard $ en Zambie

La Zambie vient d'attribuer un contrat de construction de route d'environ 1,2 milliard $ à une compagnie chinoise. En effet, la China Jiangxi Corporation for International Economic and Technical Cooperation (CJIC) se chargera de la construction de la route longue de 321 km qui reliera la capitale zambienne, Lusaka, à la ville de Ndola.

«La route à deux fois deux voies Lusaka-Ndola, améliorera le flux du trafic tout en réduisant les coûts liés aux accidents sur nos routes. A cette hausse du trafic routier, lié essentiellement au boom des activités économiques dans divers secteurs, notamment les mines, nous nous devions d'apporter une réponse appropriée comme celle-ci», a déclaré le président zambien, Edgar Lungu (photo).

Le dirigeant a, en outre, indiqué que cette route devrait créer plus de 3 000 emplois. Il n'a cependant pas indiqué comment l'infrastructure sera financée.

Toutefois, les travaux devraient durer 4 ans. Ce projet vient renforcer la présence de la chine en Zambie, pays dans lequel l'empire du Milieu a investi dans l'agriculture, les mines et l'énergie avec la construction d'un barrage hydroélectrique de 750MW, souligne Reuters.

Ndola est la principale ville au cœur du bassin de production de cuivre de la Zambie. Pour rappel, le pays est le premier producteur de ce minerai en Afrique.

Agence Ecofin/LP

Le Potentiel
www.lepotentielonline.com
N° 7114 du samedi 9 septembre 2017

Kenya: la Commission électorale admet certaines défaillances, dans un mémo interne

Décidément, le Kenya ne finit pas de donner de leçon de probité aux dirigeants africains. Après la décision de la Cour Suprême, c'est au tour de la Commission électorale de reconnaître quelques erreurs lors du scrutin du 8 août.

Matshi/Afp

Le président de la Commission électorale kényane admet l'existence de défaillances dans la conduite de l'élection présidentielle du 8 août, invalidée par la justice, dans une lettre interne envoyée à son directeur exécutif et divulguée jeudi par la presse.

En effet, le président de la Commission électorale (IEBC), Wafula Chebukati, liste dans cette lettre que s'est procurée l'AFP toute une série d'erreurs commises par son équipe dans l'organisation des élections et demande à son directeur exécutif, Ezra Chiloba, de s'en expliquer.

Saisie par l'opposant Raila Odinga, la Cour suprême du Kenya avait invalidé le 1er septembre la réélection du président sortant Uhuru Kenyatta en raison d'»irrégularités» relevées dans la transmission des résultats.

La Cour suprême avait observé que l'IEBC avait *« échoué, négligé ou refusé »* de conduire les élections conformément à la loi.

Dans cette lettre «confidentielle» datée de mardi, dont l'authenticité a été confirmée à l'AFP par un responsable de l'IEBC, M. Chebukati s'étonne ainsi que certains procès-verbaux de bureaux de vote ne présentaient pas les signes d'authentification prévus par l'IEBC.

Il se demande, alors que l'IEBC avait dépensé 848 millions de shillings (6,7 M EUR) pour équiper en téléphones satellitaires les bureaux non couverts par le réseau téléphonique, pourquoi aucun n'a fonctionné.

Il s'interroge aussi sur le fait qu'un compte avec un identifiant et un mot de passe à son nom, créé sans son accord et sans qu'il en ait eu connaissance, ait été utilisé 9.934 fois pour accéder au système informatique de l'IEBC.

M. Chebukati ajoute ne pas comprendre pourquoi les résultats de 10.366 des 40.883 bureaux de vote ont été envoyés par simple SMS, sans être accompagnés des formulaires censés faire foi. Il note que cela porte

Vue de l'isoloir du scrutin du 8 août 2017 (Photo Afp)

sur plus de 4,6 millions de votants (pour 19,6 millions d'inscrits). Il observe également que 595 bureaux de vote n'ont envoyé aucun résultat. Dans d'autres bureaux, le système d'identification des électeurs n'a pas fonctionné et il demande à M. Chiloba de lui dire combien de personnes ont été autorisées à voter manuellement.

Au sujet du système de transmission électronique des procès-verbaux venus de circonscriptions, il dénonce l'utilisation d'un serveur *« poreux »,* posant un *« clair risque sécuritaire ».*

Enfin, il dit ne pas comprendre pourquoi certains kits de transmission des résultats étaient configurés pour fonctionner avec Orange ou Airtel quand bien même ces opérateurs ne couvraient pas les zones concernées. M. Chebukati ajoute que les tablettes auraient pu être reliées au réseau Safaricom, un autre opérateur contracté par l'IEBC, et qui couvrait lui les zones en question.

Ni M. Chebukati, ni M. Chiloba n'étaient immédiatement disponibles pour commenter le contenu de cette lettre. Une guerre larvée oppose les deux hommes depuis l'invalidation de l'élection.

M. Chebukati a nommé mardi six personnes chargées d'organiser le nouveau scrutin du 17 octobre, écartant de fait certains hauts responsables de l'IEBC ayant oeuvré sur la première élection, dont M. Chiloba, qui tente de résister à cette décision.

En définitive, cette lettre donne raison à la fois à l'opposant historique Ondinga, mais aussi à la Cour Sprême de justice dont les membres ont été qualifiés d'escrocs par le président sortant Uhuru, qui a promis de régler leur compte après le prochain scrutin dont il n'est pas certain de gagner.

L'ONU sonde les racines de la radicalisation jihadiste en Afrique

Selon les chercheurs onusiens, le succès du recrutement de groupes comme Boko Haram, les shebab et l'Etat islamique serait d'abord lié à la frustration des populations envers les autorités et à la méfiance vis-à-vis de la police et de l'armée.

De nombreuses études ont été menées pour déterminer les raisons de la radicalisation jihadiste de jeunes en Europe. L'Afrique subsaharienne, en revanche, a longtemps été laissée de côté par les chercheurs.

Or, des mouvements islamistes extrêmement violents comme Boko Haram et celui des shebab sévissent au Nigeria et en Somalie, tandis qu'au Soudan, le groupe Etat islamique a trouvé une terre fertile de recrutement. Un récent rapport de l'ONU, intitulé «Journey to Extremism» (voyage vers l'extrémisme) jette un intéressant éclairage sur les motifs qui poussent les jeunes Africains vers le jihad.

L'étude s'appuie sur 718 entretiens, essentiellement menés dans des prisons ou des centres de détention en Somalie, au Nigeria, au Kenya et au Soudan. Un premier groupe d'interviewés est formé de 495 personnes qui ont volontairement adhéré à des groupes terroristes, surtout à Boko Haram, à celui des shebab et l'Etat islamique. Un second groupe rassemble 72 personnes qui affirment avoir été forcées de rejoindre les extrémistes.

Dans un «camp de transit» pour repentis de Boko Haram, à Diffa, au Niger, en janvier dernier. Photo (Photo Libération)

Un dernier groupe compte 145 personnes (groupe de référence) qui n'ont jamais été membres de telles organisations.

ASSASSINAT D'UN PROCHE

Premier résultat, plutôt évident : la misère et les inégalités régionales expliquent en partie la radicalisation. Boko Haram, les shebab et autres groupes terroristes recrutent majoritairement dans des zones particulièrement sous-développées et marginalisées.

Mais les chercheurs soulignent que même dans les zones les plus défavorisées, une large majorité d'habitants ne se tournent pas vers l'extrémisme. Ils ajoutent que la radicalisation est très souvent liée à un sentiment de frustration à l'égard du gouvernement, ou encore à une méfiance prononcée à l'endroit de la police et des militaires.

Ainsi, le rapport de l'ONU précise que 71% des personnes qui ont volontairement adhéré à un groupe extrémiste justifient leur violence en dénonçant une action des autorités gouvernementales.
Exemple : l'arrestation ou l'assassinat d'un proche par la police.

MANQUE D'ÉDUCATION RELIGIEUSE

Selon les experts de l'ONU, la religion joue un rôle plutôt nuancé. Ainsi si Boko Haram, les shebab et l'Etat islamique se réclament de l'islam, il n'en va pas forcément de même pour les combattants interrogés. Certes, la religion est un facteur décisif pour la plupart des recrutés, mais la moitié d'entre eux n'en font pas une première raison.

Plus intéressant encore, 57% des anciens enrôlés ne disposaient que d'une connaissance superficielle de leur religion. En effet, les personnes du groupe de référence, ceux qui n'ont donc jamais été membres d'un groupe terroriste, avaient, reçu (en moyenne) un an et demi d'enseignement religieux de plus que les personnes radicalisées. L'idée selon laquelle la religion serait menacée figure parmi les raisons pour rejoindre un groupe terroriste. Mais ce sentiment est paradoxalement plus répandu dans le groupe de référence que chez les jihadistes.

En guise de conclusion, les chercheurs de l'ONU estiment que la religion sert avant tout de catalyseur, souvent exploité par les extrémistes pour légitimer l'usage de la violence. Alors qu'un enseignement religieux approfondi peut prévenir, selon eux, l'extrémisme.

Mise en garde des auteurs du rapport : le potentiel de radicalisation en Afrique risque d'augmenter dans l'avenir. Car l'économie africaine croît, mais les inégalités aussi. Alors qu'Internet ne joue pas encore un rôle prépondérant dans le recrutement de combattants en Afrique, son usage pourrait, à l'avenir, contribuer à la propagation des idéologies extrémistes. L'islamophobie croissante au niveau mondial renforce également le pouvoir d'attraction de ces thèses chez les jeunes musulmans.

Lp/Libération.fr

Le Potentiel
N° 7114 du samedi 9 septembre 2017
www.lepotentielonline.com

La Norvège affronte les législatives ce lundi

Réputée le pays le plus riche au monde, la Norvège organise, ce lundi, des élections législatives qui départageront les partisans du statu quo et les réformistes incarnés par les deux grands prétendants.

Matshi/Afp

On peut être les plus heureux au monde et caresser l'idée d'un changement: la riche Norvège se rend aux urnes lundi à l'occasion de législatives très incertaines pour la coalition de droite sortante.

À en croire les sondages, l'élection pourrait se jouer sur quelques décimales pour décider qui de la Première ministre conservatrice, Erna Solberg ou de son opposant travailliste, Jonas Gahr Støre dirigera le pays nordique ces quatre prochaines années.

« Il est toujours plus facile de se faire engueuler que d'être remercié », note Bernt Aardal, politologue à l'Université d'Oslo. *« On voit que la richesse de la population norvégienne provoque des attentes supplémentaires qu'il est très difficile de combler, quel que soit le parti ».*

Depuis son arrivée au pouvoir en 2013, le gouvernement regroupant conservateurs et populistes *« light »* du parti du Progrès a dû composer avec deux crises graves et concomitantes.

Celle, historique, des migrants qui a ébranlé l'Europe et vu en 2015 un nombre record de 31.000 personnes demander l'asile dans le royaume nordique de 5,3 millions d'habitants. Celle aussi du secteur pétrolier, moteur de l'économie norvégienne, subitement enrayé à partir de l'été 2014 par la chute des cours la plus prononcée de ces 30 dernières années.

La Première ministre norvégienne Erna Soldberg (c), serre la main des jeunes, pendant la campagne des législatives, le 7 septembre 2017 à Oslo (Photo Afp)

L'Europe a depuis refermé ses frontières, Oslo a durci ses conditions d'admission et le flot des réfugiés s'est aujourd'hui tari.

Grâce à des réductions d'impôts et à de généreuses ponctions dans le fonds souverain de près de 1.000 milliards de dollars que le pays —plus gros producteur d'hydrocarbures d'Europe de l'ouest— s'est constitué en 20 ans, la croissance revient aussi à grands pas, privant l'opposition d'un angle d'attaque tout trouvé.

« Maintenant que l'économie norvégienne va mieux, il est important de ne pas changer de cap », a martelé Mme Solberg, politicienne chevronnée de 56 ans qui se présente comme la candidate de la continuité.

Cerise sur le gâteau, la Norvège a été désignée en mars pays le plus heureux du monde dans un très officiel rapport de l'ONU.

UNE NORVÈGE 'PLUS FROIDE'?

Malgré ces satisfecit, M. Støre reproche à la droite d'avoir rendu le pays *« plus froid »* et se pose en défenseur des moins privilégiés. Ancien de Sciences Po Paris, le chef de l'opposition promet de revenir sur certaines baisses d'impôts accordées *« aux plus riches »* et de renforcer l'État-providence.

« La Norvège est une société robuste », observe le dirigeant travailliste de 57 ans. *« Nous ne sommes pas immunisés (contre les changements sociaux), ce qui veut dire que nous aussi sommes aussi confrontés à des inégalités croissantes »,* a-t-il dit à l'AFP. L'opinion publique reste très partagée, et les éditorialistes prédisent un *« thriller électoral ». « Nous souhaitons le changement »,* déclare Silje Krokeide, une chercheuse en médecine, rencontrée près du cabanon électoral du parti travailliste sur l'artère principale d'Oslo. *« Nous voulons plus d'égalité, c'est important pour moi, et aussi plus de respect pour l'environnement ».*

Eirik, un entrepreneur de 69 ans, aimerait quant à lui que la droite rempile. *« Ils ont baissé les impôts, encouragé la création d'entreprises, construit des routes et investi dans la police et la santé. Je trouve qu'ils s'en sont bien sortis ».*

Dans cette nation prospère et éprise de consensus, où l'épineuse question d'une adhésion à l'UE a été durablement évacuée, les lignes de fracture ne sautent pas aux yeux.

Un peu noyées dans une année électorale très riche en Europe, ces législatives échappent aussi largement au spectre du populisme.

Les formations les plus radicales se sont frottées à l'exercice du pouvoir ces douze dernières années, ce qui a contribué à les *« neutraliser »,* estime le politologue Bernt Aardal. Hormis quelques sorties jugées provocatrices de la ministre controversée de l'Immigration et de l'Intégration Sylvi Listhaug du parti du Progrès (anti-immigration), la campagne a été lisse.

Selon toute vraisemblance, l'issue du scrutin dépendra en définitive du score des petits partis, alliés indispensables à droite comme à gauche, et de leur capacité à franchir le seuil des 4%, qui donne droit à plus de mandats.

Lp / Afp

Venezuela: Maduro menace le chef du Parlement d'une sévère punition

Le président vénézuélien, Nicolas Maduro, a menacé jeudi le président du Parlement, Julio Borges, seule institution contrôlée par l'opposition, d'une sévère punition après sa tournée auprès de plusieurs dirigeants européens.

« Cela m'est égal ce que dit (la chancelière allemande Angela) Merkel ou la reine d'Angleterre, au Venezuela il faut la justice. Ici on ne dirige pas l'Etat depuis Londres, ni depuis Madrid, ni depuis Washington (...). Qu'ils fassent ce qu'ils veulent, mais au Venezuela il faut une justice sévère », a-t-il lancé devant les membres de l'Assemblée constituante.

Critiquant la tournée de M. Borges en France, Espagne, Allemagne et Royaume-Uni, qui s'est achevée jeudi, M. Maduro a exigé qu'il soit jugé pour *« trahison à la patrie »,* un délit puni par 20 à 30 ans de prison.

« Ici personne n'est intouchable, que les impérialistes du nord (les Etats-Unis, ndlr) et de l'Europe le sachent. J'attends une réponse de la justice pour la paix, la souveraineté, et non l'impunité », a déclaré le dirigeant socialiste, confronté à une vague de contestation.

Le président vénézuélien Maduro veut punir le président du Parlement après sa tournée en Europe (Photo Afp)

M. Borges a été reçu par le président français Emmanuel Macron lundi, par le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy mardi, et par Mme Merkel mercredi, avant de s'entretenir jeudi avec la Première ministre britannique Theresa May.

Depuis l'installation le 4 août de la Constituante, décriée par une grande partie de la communauté internationale, les mesures judiciaires se sont intensifiées contre les dirigeants de l'opposition, certains décidant de quitter le pays.

Une *« commission de la vérité »* au sein de cette Assemblée enquête sur plusieurs de ces dirigeants pour *« trahison à la patrie ».*

Et les prérogatives du Parlement ont été confisquées par la Constituante. M. Maduro a accusé M. Borges de promouvoir un *« blocus économique »* (embargo) du Venezuela, aux côtés du président américain Donald Tru0mp, qui a récemment infligé des sanctions financières au gouvernement.

« Trump et Borges se sont unis pour une croisade mondiale (...) contre l'économie du Venezuela, l'oxygène financier, économique et commercial du pays », a affirmé le président Maduro, qui accuse Washington de vouloir fomenter un coup d'Etat pour accaparer les réserves pétrolières de Caracas.

AFP/LP

Le Potentiel
www.lepotentielonline.com
N° 7114 du samedi 9 septembre 2017

Mondial 2018 : la FECOFA exige la délocalisation du match Libye – RDC

Programmé à Tunis pour instabilité sociopolitique, le match Libye – RDC doit être délocalisé. C'est l'essentiel de la correspondance de la FECOFA à la FIFA. Match comptant pour la 5è journée des éliminatoires du Mondial 2018.

Armel Langanda

La Fédération congolaise de foot ball association (FECOFA) a officiellement adressé une correspondance à la Fédération internationale de football association (Fifa), sollicitant la délocalisation du match Libye – RDC, comptant pour la 5è journée des éliminatoires de la Coupe du monde 2018. Cette rencontre a été initialement programmée en Tunisie, suite à l'instabilité sociopolitique de la Libye.

L'annonce a été faite par le secrétaire général de la FECOFA, Grégoire Badi Ediba. La FECOFA attend obtenir gain de cause de la part de l'organe faitier du football mondial. La Libye affrontera la RDC, le 2 octobre.

Cette demande à un soubassement solide. Celui de ne pas donner la chance à la Tunisie d'influencer le résultat. Surtout que, l'unique place qualificative du groupe A pour le Mondial 2018, se dispute entre la RDC et la Tunisie. Actuellement les Aigles sont bien partis en occupant la première place avec 10 points. La RDC vient en deuxième position avec 7 points.

La FECOFA a officiellement adressé une correspondance à la Fifa sollicitant la délocalisation du match Libye – RDC

Dans cette optique, une délocalisation du match s'avère indispensable pour permettre surtout à la RDC d'évoluer aisément. Si non, la Fifa risquera de recevoir des requêtes allant dans tous les sens. Le mieux à faire, c'est de choisir un autre lieu pour abriter cette rencontre.

Les Léopards ont perdu leur double confrontation face à la Tunisie lors de la 3è et 4è journée. Au match aller à Tunis, les Aigles de Carthage se sont imposés sur le score de 2-1. À Kinshasa, les Congolais ont été désillusionnés en concédant un nul à domicile (2-2).

Pour rappel, le 11 novembre 2016, la Lybie avait reçu la Tunisie au stade Mustapha Tchaker de Blida en Algérie.

Programme de la 5ème et 6ème journée

5ème journée (2 octobre 2017)
Guinée-Tunisie (Groupe A)
Libye-RDC (Groupe A)

6ème journée (6 novembre 2017)
RDC -Guinée (Groupe A)
Tunisie-Libye (Groupe A)

Eliminatoires Mondial 2018

RSA – Sénégal à rejouer, le Burkina et le cap vert observent encore

La décision de la FIFA, qui a annoncé que le match éliminatoire au Mondial 2018 entre l'Afrique du Sud et le Sénégal (2-1) doit être rejoué, fait couler beaucoup d'encre. Si les Bafana Bafana comptent sans surprise contester cette décision, les autres équipes engagées dans ce groupe éliminatoire, le Burkina Faso et le Cap Vert, pourraient également ne pas en rester là. Surtout que ces deux sélections occupent actuellement la tête et que les Lions les dépasseraient en cas de succès…

«Suite à cette notification, la Commission des affaires juridiques de la Fédération Burkinabè de Football est en ce moment en train d'analyser la suite à donner à cette décision», indique ainsi la Fédération burkinabè (FBF) dans un communiqué. «On va discuter cette décision devant le TAS, ou devant la FIFA», a ajouté le sélectionneur des Etalons, Paulo Duarte, au micro de RFI. «Cela m'inquiète. Pourquoi la décision a-t-elle été rendue uniquement après notre match (2-2 contre le Sénégal mardi) ?». Autant dire que cette affaire est loin d'être terminée…

Vainqueur 2-1 du Sénégal en novembre 2016 dans le cadre des éliminatoires du Mondial 2018, l'Afrique du Sud va devoir rejouer ce match à la suite de la décision de la FIFA qui considère que le résultat a été manipulé par le controversé arbitre Joseph Lamptey, auteur de plusieurs décisions incompréhensibles ce jour-là. Officiellement, la Fédération sud-africaine (SAFA) a simplement annoncé jeudi dans un communiqué qu'elle «étudie le contenu du rapport de la FIFA et fera une déclaration sur ses intentions de remettre en cause cette décision.»

LA RÉPONSE DE L'AFRIQUE DU SUD

Mais de son côté, l'avocat de l'instance, Norman Arendse, s'est montré plus bavard. *«Nous cherchons des réponses et nous les avons demandées à la FIFA. La SAFA ne peut pas accepter (qu'on dise que le match a été manipulé, ndlr), parce que nous n'avons absolument aucun détail au sujet de cette manipulation présumée, quelle est sa nature et ce qu'elle impliquait»,* s'est étonné l'homme de lois. «C'est la chose la plus dure à avaler pour nous. (…) Nous n'avons jamais été appelés pour donner notre version des faits.» Autant dire que les Bafana Bafana ne comptent pas en rester là.

La Fifa a décidé de faire rejouer ce match le 12 novembre 2016. Les Bafana-Bafana s'étaient imposés grâce un penalty imaginaire. Les deux sélections se retrouveront donc au mois de novembre.

Depuis, l'arbitre a été suspendu à vie. Mais le Sénégal, qui avait saisi la Fifa juste après le match, ne souhaitait pas que l'affaire en reste là. « La décision de la Fifa n'est pas une surprise pour nous, dans la mesure où nous avions demandé soit que la rencontre soit rejouée, soit que nous soyons déclarés vainqueurs.Pour nous, la radiation à vie d'un arbitre proche de la retraite sportive n'était pas suffisante. Perdre ce match dans ces conditions était inacceptable », a expliqué Augustin Senghor, le président de la Fédération sénégalaise de Football (FSF).

LP/ATS

Dauphins noirs : Luende succédera à Lokose

Le coach Luende ancien footballeur de l'Association sportive V Club et ancien des Léopards de la RDC, succédera à Pathy Lokose Epangala, un autre ancien joueur de l'AS V Club, à la tête des Dauphins noirs de Goma.

Cette information a été annoncée par le comité directeur des Dauphins noirs. Luende prendra la direction de cette équipe, alors que Paty Lokose, est appelé à apporter ses services à l'US Maniema Union de Kindu, championne de la dernière édition de la coupe du Congo et engagé à la coupe de la Confédération africaine de football.

Dans l'entre-temps, les Dauphins noirs ont débuté les entrainements depuis mercredi 6 septembre au stade de Volcan de Birere à Goma. Il est à noter que 12 joueurs dont anciens et nouveaux, ont répondu présents lors de cette première séance d'entrainement, laquelle a été consacrée à la récupération ou la remise en forme des joueurs qui reviennent des vacances.

LP

Le Potentiel
www.lepotentielonline.com
N° 7114 du samedi 9 septembre 2017

Le Potentiel
Quotidien d'informations générales

Fondateur
Modeste Mutinga Mutuishayi
le 12 octobre 1982
Autorisation n° 04/00015/DI/82
Siège social :
873, av. du Bas-Congo
Kinshasa-Gombe
B.P. 11 338, Kinshasa I, RDC
E-mail :
lepotentiel@yahoo.com
www.lepotentielonline.com

DIRECTION GÉNÉRALE

Administrateur-Délégué
Willy Kabwe
099 99 99 546

Conseiller technique
Ben-Clet Kankonde Dambu
081 525 09 89

RÉDACTION

Directeur de publication
Faustin Kuediasala
081 904 17 63

Rédacteur en chef
Amédée Mwarabu K. 085 489 82 27
Rédacteur en chef Adjoint
Pitshou Mulumba 081 476 61 56

Secrétaires de rédaction
Richard Ngapi 081 685 05 14
St Augustin Kinienzi 081 515 86 44

Politique
Pitshou Mulumba 081 476 61 56
Médard Muyaya 081 069 11 22
Ludi Cardoso 081 302 64 40
Herve Ntumba 0823538803

Économie
Olivier Kaforo 081 525 45 55

Société & Provinces
Olivier Dioso 082 516 48 03
Véron Kongo 099 852 69 77
Donatien Ngandu M. 081 507 53 87
Florent N'Lunda 081 493 78 50
Lucie Ngusi 081 001 42 22

Sports
Armel Langanda 081 194 58 60

International
Cyprien Kapuku 097 047 77 70

Culture & NTIC
Bienvenu Ipan 089 827 34 11

Collaborateurs exterieurs
Thembo Kash (Caricaturiste)
Robert Kongo (France)

RÉALISATION

Metteurs en page
José Kapwasa 081 324 96 68
Odon Modjiri 099 824 14 10

DOCUMENTATION

Delphin Bateko 081 223 73 93

LEPOTENTIELONLINE.COM

Rédacteur en chef
Stanislas Ntambwe 097 143 99 69

ADMINISTRATION & FINANCES

Chef de service
Albert Tshiambi 081 493 47 53
Comptable
Kevin Twende 085 386 08 44
Caissière
Colette Kankunku 0997 69 81 07
Intendant
Constantin Mpoyi 099 853 36 48

MARKETING & COMMERCIAL

Conseiller
Franck Lukusa 081 197 76 09
Agents commerciaux
John Rushimba 099 899 85 72
Paulin Nkongolo 085 395 42 26

IMPRIMERIE 7

Chef de service
Michaux Mulenda 082 930 3052

Édité par
Groupe de presse MEDIA 7

Analphabétisme en RDC : le gouvernement et l'Unesco recommandent la maîtrise des TIC

L'utilisation tous azimuts des Technologies de l'information et de la communication s'avère indispensable pour revoir à la baisse le taux d'analphabétisme.

Bienvenu Ipan

Le gouvernement, à travers le ministère des Affaires sociales, la Société civile et le secteur privé, en partenariat avec l'Unesco, ont célébré, hier vendredi 8 septembre, la Journée internationale de l'alphabétisation.

Au cours de la manifestation qui s'est déroulée à l'Hôtel Sultani, à Gombe, ils ont appelé à l'utilisation tous azimuts des technologies de l'information et de la communication, comme l'indique le thème de cette année « *Alphabétisation dans un monde numérique* ».

Selon le ministre des Affaires sociales qui cite l'Enquête démographique de santé (EDS) menée en 2014, la RDC a atteint à ce jour « *27,1% d'analphabètes dont 14% pour les hommes et 39% pour les femmes. En valeur absolue, cela signifie que sur plus de 71 millions d'habitants, plus de 19 millions de Congolais ne savent ni lire, ni écrire ou calculer. En complément à ce taux d'analphabétisme, l'enquête menée en 2012 sur les enfants et adolescents en dehors de l'école révèle que plus de 7 millions d'enfants sont déscolarisés et non scolarisés dont l'âge varie entre 5 et 17 ans* ». Des chiffres, certes décourageants, mais qui appellent à l'engagement des uns et des autres.

C'est dans ce contexte que le gouvernement congolais, à travers le ministère des Affaires sociales, a mis en place les différents programmes au profit de la population cible, en vue de réduire progressivement le taux d'analphabétisme en RDC.

RATTRAPAGE SCOLAIRE AU NIVEAU PRIMAIRE

Le ministre Eugène Serufuli a cité, entre autres programmes, le rattrapage scolaire au niveau primaire, l'alphabétisation traditionnelle et/ou initiale scolarisant, conscientisant et fonctionnaire, l'apprentissage et la formation professionnelle.

Pour le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP), Gaston Musemena, « *l'analphabétisation est compté parmi les fléaux de l'humanité au même titre que la maladie, la faim, la pauvreté. Pour cette raison, le monde a organisé l'école en vue de dispenser aux enfants et aux jeunes mêmes aux adultes les connaissances et la pratique de l'écriture, de la lecture et du calcul. Pour cela, les centres de l'alphabétisation sont aussi organisés au bénéfice des adultes et de toutes autres personnes jugées vulnérables* ».

Dans son message lu à cette occasion, la directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, soutient que « *les technologies numériques, présentes dans tous les domaines de nos existences, façonnent radicalement nos manières de vivre, de travailler, d'apprendre et de vivre ensemble. Ces nouvelles technologies ouvrent un vaste champ de possibilités nouvelles, susceptibles d'améliorer nos vies et de nous relier au reste du monde-mais elles peuvent aussi entraîner la marginalisation de ceux qui ne disposent pas de compétences indispensables à leur utilisation, comme le fait de savoir lire et écrire* ».

Pour Mme Irina Bokova, chacune de parties prenantes « *devrait tirer le meilleur parti de cette nouvelle ère du numérique, pour les droits de l'Homme, pour le dialogue et l'échange et pour plus de développement durable* ».

Comme l'a rappelé le représentant de l'Unesco en RDC, Abdourahamane Diallo, la journée du 8 septembre a été proclamée par l'Unesco le 17 novembre 1965. Ce, dans le but « *de souligner l'importance de l'alphabétisation pour les individus, les communautés et sociétés et aussi d'augmenter indirectement la santé des individus, ainsi que le bien-être en vue d'un développement durable* ». Il a déploré le bilan élevé avec plus de 750 millions d'analphabètes dans le monde dont 2/3 sont les femmes.

Autrefois analphabètes, un groupe de gens formés dans deux différents centres d'alphabétisation (Asbl Alpha Congo et Asbl Matumaïni) ont profité de cette occasion pour exprimer leur gratitude à l'endroit de leurs encadreurs. Ils ont eu chacun droit à un diplôme de mérite.

Maître Gims en concert-événement au Shark Club le 16 septembre

Alliance Mutaga (Stagiaire/UCC)

Après un succès planétaire fulgurant, Maître Gims revient dans son pays natal pour livrer un concert inédit, le 16 septembre 2017 à 16 heures, au Shark Club XI (Club de sport) à Gombe. De son vrai nom Gandhi Djuna, Maître Gims est un rappeur chanteur et compositeur congolais, né le 6 mai 1986, à Kinshasa.

Issu d'une fratrie de quinze enfants, le fils de Djuna Djanana débarque en France en 1988, à l'âge de deux ans avec ses parents qui sont sans papier. Il sort son premier album solo « Subliminal » en 2013, avec le groupe « Sexions d'assaut » qui connait un énorme succès commercial avec plus de 1000 000 de copies vendues.

Le billet VIP singleton est vendu à 100 USD et 150 USDpour VIP couple et 30 USD pour les autres. Ces billets sonten vente chez les

sponsors (Big Events et Orange) avec l'accord de NAS Production.

Cela sonne en effet comme un cahier d'un retour au pays natal, longtemps réclamé par ses nombreux fans dans le pays dont il est originaire, le concert du musicien franco-congolais s'inscrit dans le cadre de son Waranotour 2017. Maître Gims revient enfin, car il avait déjà été là en concert exceptionnel avec la chanteuse française Zaho le 21 décembre 2013 dans la même installation (Shark Club : NDLR). Mais pour les Kinois, l'attente se faisait longue.

Déjà à Kinshasa depuis le vendredi 1er septembre, Maître Gims a hâte de monter sur scène et de servir à grande pompe à ses fans congolais sa musique. Le 16 septembre, il aura une grande et belle occasion de parcourir tout son répertoire avec son public du terroir, qui seront assurément sapés comme jamais.

Approchés par la rédaction du journal le Potentiel, Prielle Kalunga et Gamaliel Muabi, fans du chanteur, expriment leur enthousiasme sur l'artiste en ces termes : « *Nous avons envie de participer à ce concert, mais maintenant le diable loge dans nos poches ; on sera tout de même là coûte que coûte… Maître Gims, jamais on ne peut manquer l'un de ses concerts. Nous sommes parmi ses nombreux fans dès l'âge de 10 ans*».

Pour sa part, Bénédicte Feza, autre fan du chanteur, manifeste son mécontentement sur l'achat de billet pour le concert. Elle dit vouloir acheter un billet via Orange Money en activant un forfait de 5GB à 30 USD, sur demande de l'entreprise sponsor de l'événement. Mais, depuis une semaine, cette fan avait déjà acheté ses forfaits, mais n'a toujours pas reçu son billet pour le concert du 16 septembre. Elle s'est même rendue dans un shop Orange de la place, mais sans succès. Jusqu'alors, la pauvre mélomane ne sait à quel saint se vouer.

Le Potentiel
www.lepotentielonline.com
N° 7114 du samedi 9 septembre 2017

Rendez-vous Kabila–Macron à Paris le 12 septembre ?

L'idée est évoquée au sein du cabinet de Joseph Kabila et « considérée » au sein de celui d'Emmanuel Macron. Le chef de l'Etat RD Congolais pourrait rencontrer son homologue français le 12 septembre prochain à Paris. Une étape sur un trajet qui le conduirait (le conditionnel est toujours de mise…) à New York où se tiendra l'assemblée générale annuelle des Nations Unies.

Une réunion spécifique sur la RDC devrait d'ailleurs se tenir à l'ONU le 18 septembre 2017, même s'il n'est pas question pour le président congolais d'y assister en personne.

Pour l'heure, la présidence française n'a ni confirmé, ni infirmé cette information. Et pour cause, la perspective d'une venue de Joseph Kabila à Paris ne manquerait pas de susciter des troubles importants à l'ordre public. La diaspora congolaise est en effet vent debout contre ce « président illégitime », hors mandat depuis le 20 décembre 2016, et qui ne donne aucun signe tangible de vouloir quitter le pouvoir.

Les autorités françaises redoutent par-dessus tout la mobilisation des « combattants » qui sont parvenus à faire annuler, coup sur coup, en juillet dernier, les concerts parisiens de deux des plus grandes « stars » de la musique congolaise, FallyIpupa et Héritier Watanabe, en organisant des manifestations violentes en plein Paris, réprimées par les forces de police.

Dans les rangs de l'opposition et de la société civile RD congolaises, on s'interroge sur le sens de cette venue qui « risque d'être présentée comme une victoire par la diplomatie de Joseph Kabila », indique un responsable d'un mouvement citoyen RD congolais.

Chacun garde en mémoire qu'une semaine seulement après son entrée en fonction, une délégation française, comptant notamment dans ses rangs Franck Paris, le « Monsieur Afrique » de l'Elysée, s'était rendue à Lubumbashi pour y rencontrer des responsables du régime. Une venue qui n'avait pas manqué de susciter des polémiques alors que le pouvoir congolais est régulièrement accusé de malmener ses opposants et d'entretenir le chaos dans le pays afin de permettre à Joseph Kabila de se maintenir coûte que coûte dans son fauteuil de président.

Les autorités françaises pêcheraient-elles par excès de pragmatisme afin d'obtenir des avancées diplomatiques sur le dossier RD congolais qui semble s'enliser ? Certains évoquent l'argument pour justifier l'éventuelle venue de Joseph Kabila dans la capitale française le 12 septembre prochain. Mais dans les milieux d'affaires, une autre explication est avancée. Une négociation portant sur l'attribution de nouveaux blocs pétroliers en Ituri est actuellement en cours à Kinshasa. Et le groupe français Total, qui dispose déjà de concessions dans l'ex-province orientale, située à la frontière avec l'Ouganda et le Soudan du Sud, chercherait à y renforcer ses positions…

WWW.AFRIK.COM/LP

Tanganyika: 3 personnes mortes de choléra à Manono

Trois personnes sont mortes des suites de l'épidémie de choléra qui sévit depuis une semaine dans la chefferie Kiluba, en territoire de Manono (Tanganyika). Selon l'inspection sanitaire provinciale, qui a livré cette information vendredi 8 septembre, vingt-cinq malades sont déjà déclarés.

Le médecin inspecteur du Tanganyika, Dr Gerry Kibanza, renseigne que cette épidémie provient du territoire de Malemba-Nkulu, en amont du fleuve Congo.

Il assure qu'une équipe médicale a déjà quitté la ville de Kalemie pour Manono avec des intrants nécessaires pour maitriser la situation.

Pour le chef de la chefferie Kiluba touchée par l'épidémie, ce problème est dû au manque de médicaments.

«Il y a [le village de] Bundala qui est attaqué, Katambuyu, Longolongo, il y a aussi Kizyuki. On parle aussi de Kizyuki. Vous savez, il n'y a pas de médicaments pour les soins appropriés aux malades. Je voudrais que l'autorité qui m'entend vraiment qu'il puisse ouvrir un œil responsable par rapport à cette situation», affirme-t-il.

Des lits pour les malades du choléra. Ph. UN.org

DEUX DÉCÈS À UVIRA

Deux décès sont enregistrés en l'espace d'un mois dans la zone de santé d'Uvira au Sud-Kivu, où 335 nouveaux cas ont été répertoriés.

L'épidémie de choléra a été déclarée dans cette zone depuis le 7 août dernier. Cette zone de santé enregistre en moyenne 27 à 30 malades par jour alors que le seuil épidémique s'élève à 25 cas par semaine.

D'après le médecin chef de zone de santé, tous les quartiers d'Uvira sont touchés mais principalement ceux qui ne sont pas approvisionnés en eau potable de la Regideso à savoir Kavimvira, Kilomoni, Kiyaya et Kasenga.

Dr Panzu Nimi sensibilise la population locale à respecter les règles d'hygiène en cette période épidémique sensible.

RO

APOSTROPHE

Un État ogre

BEN CLET

C'est bien la première semaine de la rentrée. Les élèves ont repris le chemin de l'école. Timidement, il est vrai. Ceci n'empêche pas la majorité de promoteurs et de directeurs d'écoles privées, publiques et confessionnelles de jubiler à l'idée qu'ils vont individuellement renouer avec l'abondance. Une abondance qui, très souvent, se double d'arrogance.

Pourquoi deviennent-ils si ingrats envers leurs nourriciers, qui ne sont autres que les parents d'élèves ? … Des pères, des mères et des tuteurs obligés de prendre en charge au moins une demi-douzaine de mioches par an !

Revoici le harcèlement moral, psychologique et financier ! Pensez au chapelet de mois que certains parents ont presté sans salaire ! Imaginez des millions d'autres assiégés par le chômage depuis des lustres, sans espoir de renifler l'odeur d'un moindre job !

Entretemps, l'argent, au sommet de l'État, est consacré comme le nerf de … l'instruction. Est-ce que la République de Mobutu et celle des Kabila se sont jamais investies dans l'instruction de leurs jeunes concitoyens, sans discrimination liée au statut économique de leurs géniteurs ? Votre réponse reste confidentielle.

En tout état de cause, si l'État se transforme en opérateur économique véreux qui asphyxie ses clients-parents, sans que lui-même n'envisage la valorisation de la carrière enseignante et l'amélioration du système éducatif, là, le peuple est confronté à un État ogre.

Conséquence : l'enseignement supérieur et universitaire accueille 7 rébus sur 10 postulants. Il diplôme des analphabètes et obstrue les perspectives d'avenir de sa jeunesse. Cette jeunesse-là, au premier appât, est prête à former des excités de Boko-Haram et des Maï-Maï.